

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 7 AVRIL 2025 A 19H30

L'an deux mille vingt-cinq et le sept avril à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents :

MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle (présent de la délibération n°1 à la délibération n°31, absent de la délibération n°32 à la délibération n°33, présent de la délibération n°34 à la délibération n°38), DAUMAS Jacques, DURIEU Joël (donne procuration à Pascal GAILLARD de la délibération n°1 à la délibération n°3, présent de la délibération n°4 à la délibération n°38), TASTEVIN Marie-Françoise, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André (présent de la délibération n°1 à la délibération n°23, absent à la délibération n°24, présent de la délibération n°25 à la délibération n°38), DELAUCHE Henri

Excusés :

FAURE Cécile donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à DAUMAS Jacques, VERNEDE Corinne donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, LEYNAUD Michel donne procuration à LOYET André, MARRON Corentin donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, TEYSSIER Nicolas donne procuration à HADDAD Catherine, JOLY Delphine donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, ARMAND Michel donne procuration à BOYER Alain, ROUX Patricia donne procuration à PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé donne procuration à GUIBERT Alexandra

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Alain BOYER

A 19h30, Jean-Yves MEYER, ouvre la séance et souhaite la bienvenue à tous les participants. Il vérifie que le quorum soit atteint et annonce les pouvoirs qui lui ont été remis.

Jean-Yves MEYER interroge les élus sur d'éventuelles remarques concernant le procès-verbal de la dernière séance.

Aucune remarque n'étant soulevée, le procès-verbal du conseil municipal du 13 mars 2025 est approuvé à l'unanimité.

ADMINISTRATION GENERALE

Délibération n° 2025-044 : Décisions du Maire et droit de préemption

Par délégation du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire a été amené à prendre les décisions suivantes :

Numéros des Décisions	Objet de la décision 2025
2025-030	Demande de protection fonctionnelle
2025-031	Accord de décision sur la demande de protection fonctionnelle d'un agent
2025-032	Contrat d'adhésion au CLUB OPTIM TRESORERIE
2025-033	Marché passé en procédure formalisée – Appel d'offre ouvert Déclaration sans suite : Accord Cadre – Fourniture de vêtements de travail, d'articles chaussants et d'équipements de protection individuelle (EPI) – 2024 – 2028. Lot 2 : Chaussures de sécurité à destination des agents techniques
2025-034	Cessation de la régie d'avances et de recettes pour les activités enfance jeunesse
2025-035	Contrat de location avec AMESUD à compter du 01/04/2025
2025-036	Marché de prestation graphique pour les expositions du Centre d'Art contemporain
2025-037	Avenant au contrat de prestation d'accompagnement au développement des expositions pour le Centre d'Art Contemporain
2025-038	Marché de travaux pour le rétablissement de l'accès aux terres agricoles
2025-039	Marché de transport Retour des expositions d'automne du Centre d'Art Contemporain
2025-040	Bail avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat au 18A - 2025-2031

Droit de préemption urbain non exercé

21/02/2025	26 Rue du Docteur Saladin	E3167, E3168
21/02/2025	33 Chemin du Lautaret	A3626
25/02/2025	3 A Chemin du Bosquet	D3887, D4900
27/02/2025	33 Chemin du Lautaret	A3626
03/03/2025	8 Rue Baptiste Marcet	B2030
03/03/2025	22 B Rue Georges Couderc	B1120, B4203, B1118, B1119, B1121, B1122, B4206
04/03/2025	21 C Chemin de Saint-Didier	D5201, D5205
04/03/2025	Chemin des Maraichers	C1341
10/03/2025	16 Rue René Grimaud	E2425
10/03/2025	La Plaine	C0033
10/03/2025	24 Rue de Ferrières	E4741
12/03/2025	8 Rue Baptiste Marcet	B2030

13/03/2025	8 Chemin des Chaussades	B0752, B0753, B0755, B0757, B1493, B1494, B1495
14/03/2025	9 Boulevard de Vernon	F1040
14/03/2025	7 Boulevard Jean Mathon	F0780
14/03/2025	31 Boulevard Jean Mathon	F0818
14/03/2025	18 Rue de Couloubreyt	E4742
17/03/2025	42f Chemin du Bosquet	D3665, D3668, D3957, D3674
17/03/2025	44 Avenue du Jumelage	E2117
18/03/2025	2 Chemin de la Rocaille	E4281, E3774

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, prend acte des éléments présentés.

DEVELOPPEMENT DU CENTRE-VILLE

Délibération n° 2025-045 : Demande de subvention à la Région pour la création d'un pôle des métiers d'art au 18A rue Auguste Bouchet

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°49 du conseil municipal du 17 mars 2022, autorisant Monsieur le Maire à solliciter une subvention à la Région dans le cadre de la rénovation de l'îlot des Cordeliers ;

Vu la délibération n°2025-036 renonçant à la demande d'aide à la Région pour l'« opération d'aménagement du foncier requalifié de l'îlot des Cordeliers en Cœur de Ville » au profit d'une demande pour l'acquisition du 18A

Vu la délibération 2025-036 du 13 mars 2025 portant demande de subvention à la région pour l'acquisition du 18 A ;

Considérant que l'objectif de l'acquisition du 18A est la création d'un deuxième pôle d'attractivité dans le cadre du développement du cœur de ville,

Considérant que cette acquisition est l'aboutissement de travaux de rénovations lourdes afin de permettre l'installation d'un pôle des métiers d'arts accueillant également les microfolies, offre culturelle complémentaire au centre d'art contemporain et du patrimoine

Considérant que l'investissement total de la commune sur le projet, comportant plusieurs phases, nécessite de rectifier le plan de financement,

Considérant qu'un dossier sollicitant une aide de 221 200 € avait été déposé à la Région en 2022 dans le cadre de l'« opération d'aménagement du foncier requalifié de l'îlot des Cordeliers en Cœur de Ville », que ce dossier est soutenu dans le cadre du Pacte Région 2024-2027 mais que cette opération a déjà obtenu un total de subventions à hauteur de 80 %, il convient donc de renoncer à cette demande pour rester dans le cadre quant à l'autofinancement de la commune,

Considérant la possibilité de solliciter une aide de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre du soutien à l'économie local,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De confirmer la renonciation à la demande d'aide à la Région pour l'opération de rénovation de l'îlot des Cordeliers
- De solliciter l'aide de la Région dans le cadre d'un soutien économique local pour la création et l'aménagement d'un pôle des métiers d'arts selon le plan de financement ci-dessous :

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Acquisitions foncières dont frais notariés *	1 012 995 €	Subvention du Département de l'Ardèche demandée	199 399 €
Travaux	714 365 €	Subvention de la Région demandée	200 000 €
Aménagement et équipement Pôle des Métiers d'Art	71 023 €	Autofinancement du rachat par la commune	1 428 989 €
Mise en place d'une Micro-Folie	30 005 €		
TOTAL	1 828 388 €	TOTAL	1 828 388 €

* Soutien de la CCBA au travers d'une avance de trésorerie de 199 399 €.

Cette demande de subvention ayant déjà été délibérée, Benoît Perrusset demande ce qui change par rapport à la précédente délibération.

Monsieur le Maire explique que « l'acquisition » ne rentre pas dans les dispositifs de demande d'aide. Il convient donc de se mettre en conformité avec les axes proposés par la Région.

Benoît Perrusset demande si une subvention peut être obtenue à posteriori d'une acquisition.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit d'une réorientation d'une précédente demande de subvention à la Région pour laquelle 80% de financements avaient déjà été obtenus lors de la présentation en commission d'attribution. Cette réorientation a été discutée avec la Région ; la suite donnée à ce dossier est attendue.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Confirme renoncer** à la demande d'aide à la Région pour l'« opération d'aménagement du foncier requalifié de l'îlot des Cordeliers en Cœur de Ville »,
- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter une subvention à la Région pour la création d'un deuxième pôle d'attractivité dans le cadre d'un soutien à l'économie locale pour un montant de 200 000 €,
- **Précise** que la présente délibération annule et remplace la délibération n°2025-036 du 13 mars 2025 ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à mener les démarches nécessaires à l'obtention de cette subvention,

TRAVAUX

Délibération n° 2025-046 : Travaux d'extension des abattoirs - Demande de subventions au Département et à la Région

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°36 du 17 décembre 2024 approuvant le projet d'extension des abattoirs ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre aux normes les locaux des abattoirs dédiés aux personnels de la Direction Départementale de la Sécurité Publique, et ainsi de restructurer et de créer une extension du bâtiment existant,

Considérant que les abattoirs d'Aubenas représentent un véritable atout économique sur le territoire en raison notamment de la fermeture définitive des abattoirs de Privas et de l'avenir incertain de l'abattoir d'Alès en attente d'un agrément,

Considérant que les Abattoirs municipaux d'Aubenas participent largement à l'économie circulaire, et sont l'un des derniers abattoirs du département et du sud de la Région ;

Considérant l'évaluation des travaux pour un montant estimatif hors taxe 377 620 €,

Considérant que ces travaux sont éligibles à des subventions du Département de l'Ardèche et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes au titre du soutien à la vie économique,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter l'aide du Département et de la Région selon le plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL		Date d'actualisation : 20/03/2025
Collectivité / objet : Travaux d'extension des abattoirs		
DÉPENSES	Nature (taux)	Montant HT
Etudes	Maître d'œuvre, études géotechnique, contrôleur technique, CSPS	46 620,00 €
Travaux	Fournitures et main d'œuvre	331 000,00 €
TOTAL DÉPENSES		377 620,00 €
RECETTES (*)	Nature (taux)	Montant HT
Aides publiques		
Union Européenne		- €
DETR / DSIL Ardèche	40%	151 048,00 €
Département de l'Ardèche	20%	75 524 €
Conseil Régional AURA	20%	75 524 €
Sous-total Aides publiques		302 096 €
Autres recettes (y compris aides privées)		
Part demandeur (20% minimum)		
Fonds propres Ville d'Aubenas	20%	75 524 €

Emprunt		- €
Autre (précisez)		- €
Sous-total Part demandeur		75 524 €
TOTAL RECETTES		377 620,00 €

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès du Département et de la Région pour les montants indiqués ci-dessus.

FINANCES

Délibération n° 2025-047 : Budget Principal de la ville et Budgets Annexes - Création d'autorisations de programme

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2311-3 et R2311-9 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la commune d'Aubenas adopté lors du Conseil Municipal du 7 décembre 2023 ;

Considérant que l'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire et qu'ainsi, l'autorisation budgétaire a une portée limitée dans le temps et doit être renouvelée chaque année,

Considérant qu'il existe une procédure permettant la gestion pluriannuelle de l'investissement ayant pour but de rendre plus aisé le pilotage de la réalisation des programmes d'investissement en donnant une vision globale de la politique d'investissement. Il s'agit de la procédure d'Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP). A la fois instrument de pilotage et instrument financier, elle donne une vision globale des programmes d'investissements et facilite leur suivi.

L'Autorisation de Programme (AP) constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées juridiquement pour le financement d'une opération. Elle demeure valable dans la limite de la durée adoptée par le Conseil Municipal avec la possibilité d'être révisée annuellement, voire d'être annulée.

Les Crédits de Paiement (CP) sont la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées sur l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'AP.

Pour chaque projet ainsi géré, il est indiqué un montant global d'AP, une durée et une répartition des CP par exercice.

Cette délibération concerne :

- Pour le budget général, la création d'une autorisation de programme « RENOVATION PATRIMOINE MUNICIPAL » destinée à suivre l'ensemble des travaux à réaliser sur les bâtiments des services municipaux pour une enveloppe globale de 2 465 000 €

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS (montants exprimés en euros)										
Autorisations de Programme (AP)							restes à financer			
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ H	N° OP	année de création	montant initial	2025	2026	2027	cumul exercices post-2025
Rénovation du patrimoine municipal	VILLE	2025-003	TTC		2025					
étude patrimoniale	VILLE	2025-003	TTC	OPE_003		120 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €		
RENOVATION DU PATRIMOINE COMMUNAL	VILLE	2025-003	TTC	OPE_004		105 000,00 €	45 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	
GYMNASSE LES BLACHES	VILLE	2025-003	TTC	OPE_007		500 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	440 000,00 €	
RENOVATION CTM	VILLE	2025-003	TTC	OPE_005		1 415 000,00 €	10 000,00 €	205 000,00 €	600 000,00 €	
RENOVATION CLB	VILLE	2025-003	TTC	OPE_006		325 000,00 €	125 000,00 €	200 000,00 €		

- Pour le budget général, la création d'une autorisation de programme « PATRIMOINE HISTORIQUE » destinée à suivre l'ensemble des travaux sur les bâtiments historiques pour une enveloppe globale de 260 000 €

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS (montants exprimés en euros)										
Autorisations de Programme (AP)							restes à financer			
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ H	N° OP	année de création	montant initial	2025	2026	2027	cumul exercices post-2025
Patrimoine historique	VILLE	2025-004	TTC		2025					
église Saint Laurent	VILLE	2025-004	TTC	OPE_009		230 000,00 €	20 000,00 €	110 000,00 €	100 000,00 €	
chapelle des Cordeliers	VILLE	2025-004	TTC	OPE_008		30 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €		

- Pour le budget général, la création d'une autorisation de programme « VOIERIE » destinée à suivre l'ensemble des travaux de voirie pour une enveloppe globale de 1 110 000 €

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS (montants exprimés en euros)										
Autorisations de Programme (AP)							restes à financer			
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ H	N° OP	année de création	montant initial	2025	2026	2027	cumul exercices post-2025
Voie	VILLE	2025-007	TTC		2025					
VOIRIE OPERATIONNELLE	VILLE	2025-007	TTC	OPE_014		630 000,00 €	210 000,00 €	210 000,00 €	210 000,00 €	
Couderc	VILLE	2025-007	TTC	OPE_012		300 000,00 €	100 000,00 €	200 000,00 €		
D'Indy	VILLE	2025-007	TTC	OPE_013		180 000,00 €	180 000,00 €			

- Pour le budget général, la création d'une autorisation de programme « MOBILITE DOUCE » destinée à suivre l'ensemble des travaux d'aménagement de voies cyclables pour une enveloppe globale de 150 000 €

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS (montants exprimés en euros)										
Autorisations de Programme (AP)							restes à financer			
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ H	N° OP	année de création	montant initial	2025	2026	2027	cumul exercices post-2025
MOBILITE DOUCE	VILLE	2025-006	TTC		2025					
voie verte parvis de la gare	VILLE	2025-006	TTC	OPE_011		150 000,00 €	30 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	

- Pour le budget général, la création d'une autorisation de programme « DESIMPERMEABILISATION » destinée à suivre le programme de travaux de renaturation des cours d'école pour une enveloppe globale de 996 000 €. A noter qu'une subvention fonds vert a été notifiée pour un montant de 313 346,44 € dont 75 600 € sont identifiés pour 2025.

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS (montants exprimés en euros)										
Autorisations de Programme (AP)							restes à financer			
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ HT	N° OP	année de création	montant initial	2025	2026	2027	cumul exercices post-2025
Désimperméabilisation des cours d'école	VILLE	2025_001	TTC		2025					
Cours d'école	VILLE	2025_001	TTC	OPE_001		996 000,00 €	245 000,00 €	450 000,00 €	301 000,00 €	

- Pour le budget général, la création d'une autorisation de programme « DEMATERIALISATION » destinée à la mise à jour de l'architecture informatique de la commune pour une enveloppe globale de 60 100 €

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS (montants exprimés en euros)										
Autorisations de Programme (AP)							restes à financer			
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ HT	N° OP	année de création	montant initial	2025	2026		cumul exercices post-2025
DEMATERIALIZATION	VILLE	2025_008	TTC		2025					
GESTION DU TEMPS DE TRAVAIL	VILLE	2025_008	TTC	OPE_017		60 100,00 €	16 000,00 €	44 100,00 €		

- Pour le budget annexe « eau » la création d'une autorisation de programme « RENOVATION DU PATRIMOINE DE L'EAU » destinée à suivre le programme de renouvellement des équipements de l'Eau pour une enveloppe globale de 1 923 000 €

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS (montants exprimés en euros)										
Autorisations de Programme (AP)							restes à financer			
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ HT	N° OP	année de création	montant initial	2025	2026	2027	cumul exercices post-2025
RENOVATION DU PATRIMOINE DE L'EAU	EAU		HT		2025					
renouvellement adducteur de l'airette	EAU	2025-010	HT	OPE_017		203 000,00 €	153 000,00 €	50 000,00 €		
renouvellement adducteur Cheiron	EAU	2025-010	HT	OPE_015		1 720 000,00 €	800 000,00 €	500 000,00 €	420 000,00 €	

- Pour le budget annexe « eau », la création d'une autorisation de programme « CONSTRUCTION DU RESERVOIR DE LA PLAINE INFERIEURE » pour une enveloppe globale de 1 250 000 €

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS										
(montants exprimés en euros)										
Autorisations de Programme (AP)										
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TC/ H	N° OP	année de création	montant initial	restes à financer			
							2025	2026	2027	cumul exercices post-2025
CONSTRUCTION DU RESERVOIR DE LA PLAINE INFERIEURE	EAU		HT		2025	1 250 000,00 €				
construction du réservoir de la plaine inférieure	EAU	2025_002	HT	OPE_002		1 250 000,00 €	50 000,00 €	600 000,00 €	600 000,00 €	

- Pour le budget annexe « assainissement », la création d'une autorisation de programme « MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX D'EAUX USEES » destinée à suivre le programme de séparation réseaux eaux pluviales / eaux usées pour une enveloppe globale de 190 000 €

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS									
(montants exprimés en euros)									
Autorisations de Programme (AP)									
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TC/ HT	N° OP	année de création	montant initial	restes à financer		
							2025	2026	cumul exercices post-2025
Mise en séparatif des réseaux d'EauX usées	ASS		HT		2025				
Mise en séparatif Chps du Lavoisr, Pailhouse, D'Indy et Airette	ASS	2025_009	HT	OPE_016		190 000,00 €	150 000,00 €	40 000,00 €	

Il est proposé au Conseil Municipal de créer une AP pour les projets détaillés ci-dessous dont les crédits relatifs à l'exercice seront inscrits au BP 2025. Chaque année, lors du débat des orientations budgétaires de la ville, un état sur l'avancement de ces AP sera fait.

André Constanzo demande en quoi consistent les travaux à réaliser sur l'église St Laurent. D'autre part, il demande s'il y a un programme de travaux et une estimation globale de son coût. Il indique que, comme pour tous les ouvrages historiques, une planification pluriannuelle des travaux doit être définie en concertation avec la DRAC.

André Loyet explique que dans ce programme, il s'agit essentiellement d'une partie de la toiture de l'église St Laurent. Ces travaux vont prochainement faire l'objet d'un appel d'offres pour une maîtrise d'œuvre avec un architecte qualifié, afin d'obtenir l'autorisation de la DRAC. Il ajoute que cela avait déjà été fait sur la première partie de la toiture en 2024.

Concernant la Chapelle des Cordeliers, André Loyet précise que les travaux concernent un problème d'étanchéité sur une façade où l'humidité pénètre dans le bâtiment.

Hormis ces travaux, André Constanzo demande quelle est la visibilité de l'état du patrimoine sur cinq ans, voire plus.

Monsieur le Maire indique que ces APCP sont établis pour une période de trois ans.

Guillaume Vermorel interpelle les élus sur le budget des mobilités douces, bien inférieur à celui de la voirie classique ; il estime que l'investissement aurait pu être un peu plus important car même si le sujet a bien avancé, il manque encore la connexion avec le centre et des jonctions de voirie douce doivent être refaites.

André Loyet explique que la question de la voirie est vaste : elle concerne tout ce qui touche à la voirie et à sa proximité (la signalisation, les murs de soutènement lorsqu'ils s'affaissent par exemple, etc...). Concernant les mobilités douces, il s'agit du programme à venir sur trois ans. L'enveloppe de cette année permettra de faire la liaison à partir de la Gare vers la place de la Paix, question qui a été travaillée avec le comité vélo. De plus, une étude a été lancée concernant l'avenue de Bellande.

Benoît Perrusset approuve la visibilité et la planification des investissements jusqu'en 2028 mais indique qu'il n'est pas logique de voter des lignes et des affectations de montants avant que le budget soit voté.

Monsieur le Maire rappelle que ces AP concernent essentiellement des projets qui sont « dans les tuyaux » ou en cours d'étude. En effet, pour la plupart de ces projets, des demandes de subventions auprès du Département, de la Région et de l'Etat ont été votées par les membres de l'assemblée délibérante, comme par exemple la désimperméabilisation des cours d'écoles pour laquelle plus de 300 000 € ont déjà été obtenus.

Monsieur le Maire précise aux élus que le programme n'est pas figé pour les trois ans à venir ; il permet d'avoir une visibilité mais d'autres points peuvent être ajoutés selon les priorités.

En réponse à Benoît Perrusset, il ajoute que ces AP rentrent dans le cadre de la M57 et c'est la raison pour laquelle cela n'a pas été proposé avant. Les AP doivent être votées avant le vote du budget, afin que cela puisse être inscrit dans le budget et pas l'inverse.

Vu l'intérêt manifeste de ces AP,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à la majorité avec 27 voix pour et 5 abstentions (ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé) :

- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « RENOVATION DU PATRIMOINE MUNICIPAL » pour 2 465 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « PATRIMOINE HISTORIQUE » pour 260 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « VOIERIE » pour 1 110 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « MOBILITE DOUCE » pour 150 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « DESIMPERMEABILISATION DES COURS D'ECOLE » pour 996 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « DEMATERIALISATION » pour 60 100 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « RENOVATION DU PATRIMOINE DE L'EAU » pour 2 970 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX D'EAU USEES » pour 190 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de la mise en place de ces autorisations de programme.

Délibération n° 2025-048 : Budget Principal de la Ville - BP 2025 - Vote des taux d'imposition

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la commune d'Aubenas adopté lors du Conseil Municipal du 7 décembre 2023 ;

Vu la délibération n°2025-020 du 13 mars 2025 relative au Rapport d'Orientations Budgétaires ;

Considérant que, lors du débat d'orientations budgétaires, l'Administration Municipale avait indiqué les principales orientations budgétaires qu'elle souhaitait intégrer dans le Budget Primitif 2025, en investissement et en fonctionnement.

Considérant que le Budget Primitif 2025 est structuré par les orientations suivantes :

Après rapprochement avec les services de la Trésorerie, les résultats d'exécution de l'année 2024 qui seront approuvés lors de l'adoption du compte administratif et du compte de gestion au plus tard le 30 juin 2025 s'établissent ainsi :

La section d'investissement dégage un déficit de -2 540 740,59 €

La section de fonctionnement dégage un excédent de 3 136 045,21 €

Le budget 2025 est établi avec la reprise anticipée du déficit d'investissement 2024 et de l'excédent de fonctionnement pour un montant de 2 047 780,77 € à la section d'investissement et 1 088 264,44 € à la section de fonctionnement.

Les restes à réaliser en investissement, en dépenses, sont de 2 142 596,77 €

Les restes à réaliser en investissement, en recettes, sont de 2 635 556,59 €

Ces restes à réaliser sont également repris au Budget Primitif 2025.

En fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre à un montant de 21 490 090,51 €

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à un montant de 20 194 297,07 €

Les taux d'imposition restent inchangés

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à un montant de 17 473 188,03 €

Les dépenses réelles de fonctionnement,
déduction faite des travaux en régie, s'élèvent à un montant de 17 306 805,03 €

En investissement :

La section d'investissement s'équilibre à un montant de 11 525 340,64 €

L'effort d'équipement prévisionnel s'élève, à un niveau de 5 667 556,78 €

Le recours prévisionnel à l'emprunt s'élève à 650 000,00 €

En investissement, les dépenses d'équipement (y compris les travaux en régie) s'élèvent à 3 488 888,28 €

Considérant que les dépenses d'équipement et le remboursement de la dette communale en capital sont financés de la façon suivante :

DEPENSES		RECETTES	
Equipement <i>(y compris travaux en régie, reprises de subvention et RAR)</i>	5 667 556,78 €	Fonctionnement <i>(excédent + autofinancement + amortissement)</i>	6 064 683,25 €
capital de la dette + cautions + avance TVA par CCBA	3 247 399,00 €	Investissement <i>(dotations et fonds divers)</i>	955 000,00 €
divers	69 644,27 €	subventions	3 186 969,39 €
déficit investissement 2024	2 540 740,59 €	vente de terrains et immeubles	338 688,00 €
		Emprunt à long terme <i>(y/c RAR N-1)</i>	950 000,00 €
		Divers	30 000,00 €
TOTAL	11 525 340,64 €	TOTAL	11 525 340,64 €

Compte tenu de la reprise anticipée des résultats 2024 et des restes à réaliser, le projet du Budget Primitif 2025 s'équilibre en dépenses et en recettes à :

- Section de fonctionnement : 21 490 090,51 €
- Section d'investissement : 11 525 340,64 €

Le budget primitif 2025 ainsi qu'une note de présentation sont joints à la présente délibération.

Les propositions de subventions de fonctionnement aux associations d'un montant de 739 347 € sont détaillées dans les annexes du budget ou font l'objet de délibérations spécifiques ainsi que la subvention au CCAS (719 800,00 €).

Les subventions d'équipement d'un montant total de 555 200,00 € sont également détaillées en annexe budgétaire ou font l'objet d'une délibération spécifique.

Les résultats d'exécution de clôture des budget annexes Espace France Services et Camping Municipal seront pris en charge par le budget principal en décision modificative après rapprochement avec la Trésorerie, réalisation des écritures de bilan par opération non budgétaire et le vote du compte administratif 2024.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, Monsieur le Maire demande à ce qu'il soit procédé au vote du Budget Primitif 2025 par chapitre et par opération.

Henri Delauche propose, comme l'an dernier, de voter le budget par section de fonctionnement et d'investissement.

Il ajoute que l'année dernière, il était inquiet pour le budget 2024 « qui dégageait un autofinancement très insuffisant pour la ville. De plus, le coût de fonctionnement du Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine ne représentait que 6 mois d'activité. D'où une inquiétude plus grande pour 2025 avec un fonctionnement du CACP sur 12 mois.»

Henri Delauche indique : « J'ai toujours eu du mal à lire le budget mais cette année il m'a semblé encore plus difficile que d'habitude.

Si j'ai bien compris, vous annoncez que les charges à caractère général du budget principal diminuent de 18 % parce que le budget CACP sort du budget général et devient un budget annexe. Je ne trouve nulle part le de budget annexe pour le CACP ! »

Monsieur le Maire rappelle que le budget annexe du CACP a été voté en conseil municipal du 30 janvier afin qu'il soit fonctionnel en début d'année pour le château sans attendre le vote du budget principal.

Henri Delauche acquiesce et poursuit : « Par ailleurs, dans l'annexe1 page 16 vous annoncez une épargne brute prévisionnelle de 2 887 000 euros (vous ne nous indiquez pas le montant prévisionnel de l'épargne nette). En revanche, dans l'annexe 2 page13, vous annoncez une épargne nette (ou capacité d'autofinancement) de 3 809 373,48 euros. Je croyais impossible que l'épargne nette soit supérieure l'épargne brute !

Pour moi ;

- Epargne de gestion, c'est recettes de fonctionnement moins dépenses de fonctionnement.
- Epargne brute, c'est épargne de gestion moins intérêts de la dette.
- Epargne nette, c'est épargne brute moins remboursement du capital de la dette. »

Marie LORAS, directrice du service financier, indique à Monsieur Delauche que son calcul épargne brute-épargne nette est juste. Elle ajoute que la notion d'autofinancement est différente de la notion d'épargne nette : l'autofinancement permet de s'assurer que le budget voté en section de fonctionnement a la capacité de couvrir les besoins de financement en investissement. Le montant de l'autofinancement correspond donc aux calculs indiqués dans la maquette budgétaire et ne sont pas les mêmes calculs que pour l'épargne brut-épargne nette. Dans ce calcul, est notamment pris en compte l'excédent de fonctionnement auquel on ajoute les dotations aux amortissements ; c'est la raison pour laquelle, ce n'est pas le même montant que l'épargne brute.

NB : l'épargne nette est effectivement toujours inférieure à l'épargne brute. Et en outre, elle est toujours moins bonne au budget qu'au compte administratif en raison de la vision prudente des recettes.

Marie Loras invite Monsieur Delauche à la rencontrer ultérieurement pour une explication orale plus précise.

Henri Delauche approuve et poursuit : « En ce qui concerne nos dépenses, elles me semblent justes. Ce qui nous manque ce sont les milliards que ponctionne le gouvernement aux collectivités territoriales.

Autre possibilité, la solidarité intercommunale. Aubenas qui voit ses dotations baisser assume le fonctionnement de structures qui profitent à l'ensemble de la CCBA, comme par exemple le château. L'intercommunalité, voulue ou imposée, nous oblige à repenser nos projets, nos fonctionnements. Il ne doit pas y avoir concurrence entre les communes mais coopération. Nos élus communautaires doivent travailler avec les autres pour élaborer les projets structurants de notre bassin tout en respectant les spécificités de chaque commune. Ainsi les services rendus et les charges induites seront plus équitablement répartis. »

Monsieur le Maire indique aux élus que la CCBA verse les sommes qui doivent l'être selon un pacte financier qui a été voté. Il rappelle que dans ce pacte, en première partie du mandat, une somme était allouée en investissement. Après négociation, la somme est désormais versée en fonctionnement. La commune d'Aubenas est la seule à bénéficier d'une allocation de fonctionnement.

Par ailleurs, Monsieur le Maire ajoute que la CCBA intervient dans certains domaines, comme par exemple le financement du Château ou désormais les écoles de musiques. Il explique que petit à petit, un certain nombre de services qui correspondent à des charges de centralité de la ville d'Aubenas commence à être intégré dans le raisonnement de la communauté de communes.

Concernant ce budget 2025, Benoit Perrusset indique que leurs craintes sont confirmées en raison des faibles moyens d'investissement de la ville et avec la stagnation des dépenses de fonctionnement : « On n'a pas la même vision de la gestion municipale, du développement de la ville, du développement de l'agglomération. ». De ce fait , il indique que le groupe politique votera contre ce budget de fin de mandat.

D'autre part, sur la forme concernant les quatre points proposés en délibération, Benoit Perrusset demande un vote pour chaque point en raison de la diversité des sujets abordés, comme le taux de fiscalité ou les subventions aux associations. Il affirme qu'un seul vote prive les élus de s'exprimer au regard des quatre approches qui sont complémentaires mais différentes.

Monsieur le Maire affirme ne pas être surpris par ce discours, notamment avant les municipales. Il explique aux élus qu'il n'est pas possible tous les ans d'investir des millions pour des projets, quels qu'ils soient.

Monsieur le Maire rappelle que sous ce mandat notamment, trois projets d'importance ont abouti : la création de l'Hôtel de Police Municipale (près d'un million d'euros), le 18A (idem), et le Château (plus de 14 millions d'euros avec le CAC) ; la collectivité a aussi participé aux travaux d'investissement du rond-point de Bernardy, etc...

Il souligne que, comme cela se fait depuis toujours, il y a eu des phases d'investissements lourds, puis des phases de « pause » durant lesquelles la trésorerie doit se refaire, sachant que la capacité d'endettement n'est pas extensible à l'infini.

Monsieur le Maire confirme que dans ce budget, il n'y a pas d'investissement lourd en raison de la fin du mandat et surtout car ils ont déjà été faits. Il demande aux élus de reconnaître ces investissements qui ont été votés, pour certains par Benoit Perrusset.

Monsieur le Maire rappelle également qu'un budget est global et qu'il n'est pas possible que chacun vote pour ce qui l'intéresse ou pas. Il sera donc voté globalement. Néanmoins, il y a ensuite un vote concernant les subventions qui permettra à l'opposition de dire qu'ils ont voté pour les subventions aux associations.

Benoit Perrusset conclut qu'il s'agit d'un budget de transition permettant de réaliser le « quotidien » puisque les gros investissements ont eu lieu. Il espère que les moyens sont bien présents pour faire fonctionner l'ensemble des bâtiments et services afin de ne pas être contraints d'affecter tous les financements au remboursement du capital et de la dette.

Monsieur le Maire confirme qu'il y a eu de gros investissements, de gros emprunts et qu'il s'agit d'une année de gestion courante. Il affirme qu'en parcourant le budget, les élus peuvent constater que les investissements courants, comme dans la voirie, et les dépenses de fonctionnement courantes et obligatoires (entretiens, matériel, logiciels...) sont tous assumés.

André Constanzo affirme qu'en 24 années, « Messieurs Meyer et son prédécesseur Jean-Pierre Constant, ont réussi à augmenter l'encours de la dette de la ville de 130%, qui dépasse désormais 31 millions d'euros. »

Il indique que lors de la présentation du Rapport d'Orientations budgétaires, Monsieur le Maire a informé les élus qu'en 2025, « le maximum « maximorum » des remboursements d'annuités s'élèvera à près de 4 millions d'euros et que, si ses successeurs adoptent une rigueur budgétaire qu'il n'a pas pu observer lui-même, la dette sera éteinte en 2025 ! J'ai hâte d'atteindre l'âge canonique de 108 ans pour pouvoir constater cet heureux événement. ».

Il informe les élus que le groupe votera contre le budget.

Monsieur le Maire explique aux élus que toutes les villes qui investissent ne peuvent pas fonctionner sans emprunt, comme à Aubenas durant 25 ans, non pas 24. Il rappelle qu'avant Jean-Pierre Constant, il y avait Jeanne Chaussabel qui a réalisé un énorme travail.

Il interpelle les élus sur les importantes réalisations de la ville d'Aubenas, comme la médiathèque, les aménagements de rues du centre-ville, etc...

Monsieur le Maire souligne que si la ville emprunte, c'est qu'elle a les moyens de le faire. Il informe les élus que la directrice générale des finances publiques est venue récemment sur Aubenas, et que de sa propre formule, elle n'est « pas du tout inquiète pour les finances de la ville d'Aubenas. »

Quant à l'âge « canonique de 108 ans », Monsieur le Maire réplique que dans 20, 30, 40 ou 50 ans, si la ville continue à se développer et quelle que soit la tendance politique, sauf à ne rien faire, dès qu'il y a un projet d'envergure, un emprunt est obligatoire.

Monsieur le Maire souhaite que ses successeurs puissent continuer à investir comme cela a été fait depuis 25 ans pour embellir la ville, améliorer le quotidien des habitants et maintenir, voire accueillir des services publics sur la commune.

Max Bouschon revient sur les échanges concernant à la communauté de commune et la réponse de Monsieur le Maire. Il regrette que la CCBA possède 2 millions d'euros d'épargne, et que ce soit la ville d'Aubenas qui porte tous les projets « centre », le rôle principal de la CCBA étant axé sur les voies vertes. Il ajoute que la taxe professionnelle et la taxe touristique enrichissent l'intercommunalité et que la ville n'a plus de « ressource dynamique ». Il estime que le Pacte financier ne rapporte en aucun cas ce que la ville donne. Il ajoute que la CCBA finance en fonction des besoins conjoncturels, mais sur le fond, la ville est dans un déficit structurel, non pas à cause du budget bien géré au niveau communal, mais en raison d'un déficit structurel lié à l'intercommunalité, où la ville centre n'a plus sa place.

Monsieur le Maire rappelle que l'intercommunalité est une structure qui assure la solidarité sur un territoire autour de sa ville centre qui doit faire un effort par rapport à des communes moins bien dotées. En retour, l'intercommunalité aide la ville sur beaucoup de sujets.

Il indique que la CCBA pourrait mieux faire, son épargne nette est en effet conséquente, mais qu'elle n'est pas non plus richissime.

Monsieur le Maire confirme par ailleurs que les dépenses faites par la ville profitent à tout le monde, et que ces interconnexions sont nécessaires afin que tout le territoire se développe.

Monsieur le Maire rappelle que l'intercommunalité est jeune, par rapport à d'autres territoires. Il demande d'arrêter les débats sur l'intercommunalité qui existe légalement et qui est nécessaire.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à la majorité avec 24 voix pour et 8 voix contre (ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri) :

- **Adopte** le Budget Primitif 2025, lequel s'établit en dépenses et en recettes à :

○ Section de fonctionnement :	21 490 090,51 €
○ Section d'investissement :	11 525 340,64 €

Ledit budget ayant été voté chapitre par chapitre et par opération, reprend de façon anticipée les résultats de l'exercice 2024 :

- | | |
|-----------------------------------|-----------------|
| ○ Déficit d'investissement de : | -2 540 740,59 € |
| ○ Excédent de fonctionnement de : | 3 136 045,21 € |

et intègre en section d'investissement les restes à réaliser.

Le budget primitif de l'exercice 2025 a été établi avec une reprise anticipée du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 d'un montant de 3 136 045,21 € affecté pour un montant de 2 047 780,77 € au compte 1068 en section d'investissement et pour un montant de 1 088 264,44 € au compte 002 en section de fonctionnement.

- **Fixe** le montant des emprunts nécessaires à l'exercice 2025 à 650 000,00 €
 - Autorise Monsieur le Maire à réaliser lesdits emprunts en tant que de besoin et à signer, pour ce faire, tous les documents y afférents.
- **Alloue** les subventions détaillées en annexe du budget primitif.
- **Fixe** pour 2025 le taux des impositions directes locales comme suit :

○ Taxe Foncier Bâti :	42,95 %
○ Taxe Foncier Non Bâti :	121,57 %
○ Taxe d'habitation (résidences secondaires et logements vacants soumis à la THLV)	11,04 %

Délibération n° 2025-049 : Budget Annexe de l'Eau – Budget Primitif 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2224-1 et suivants relatifs aux services publics industriels et commerciaux,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable aux services publics de l'eau et de l'assainissement,

Vu le projet de budget annexe du service de l'eau ;

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'assurer une gestion efficace et équilibrée du service de l'eau potable,

Considérant que le budget présente un équilibre réel en section de fonctionnement et en section d'investissement,

Section de fonctionnement

Les dépenses et les recettes d'exploitation s'équilibrent pour 2025 à un montant de 4 348 971,17 €

Section d'investissement :

Les dépenses et recettes de la section d'investissement s'élèvent à un montant de 1 729 163,87 €.

Les dépenses d'équipement y compris les reports et les travaux en régie s'élèvent à un montant de 1 476 043,87 €.

Le détail des dépenses d'investissement a été abordé lors du Débat d'Orientations Budgétaires.

Les dépenses financières y compris les reports (compte 16) s'élèvent à un montant de 246 220,00 € (dont 239 000,00 d'emprunts).

Les opérations d'ordre s'élèvent à 36 900,00 €

Le financement des dépenses d'investissement est assuré de la façon suivante :

• Dotations aux amortissements :	413 040,00 €
• Excédent d'investissement 2024 reporté :	822 532,70 €
• Virement de la section de fonctionnement	174 571,17 €
• Divers :	7 220,00 €
• Emprunt	311 800,00 €

Le budget primitif 2025 du budget annexe de l'eau est joint à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le Budget Primitif de l'exercice 2025 du service de l'eau, lequel s'établit en dépenses et en recettes à :

- Section de fonctionnement : 4 348 971,17 €

- Section d'investissement :

1 729 163,87 €

avec une reprise anticipée de l'excédent d'investissement 2024 de 822 532,68 € et de l'excédent de fonctionnement 2024 de 248 321,17 € et intègre en section d'investissement les restes à réaliser.

Le budget primitif de l'exercice 2025 a été établi avec une reprise anticipée du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 d'un montant de 248 321,17 € affecté en totalité au compte R002 (et 0 au 1068 en section d'investissement) et avec un recours à l'emprunt d'un montant de 311 800,00 €.

- **Autorise** Monsieur le Maire à procéder à la réalisation des emprunts nécessaires à l'exécution du budget 2025, soit 311 800,00 €.

Délibération n° 2025-050 : Budget Annexe de l'Assainissement – Budget Primitif 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2224-1 et suivants relatifs aux services publics industriels et commerciaux ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable aux services publics de l'eau et de l'assainissement ;

Vu le projet de budget annexe du service de l'assainissement ;

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'assurer une gestion efficace et équilibrée du service d'assainissement,

Considérant que le budget présente un équilibre réel en section de fonctionnement et en section d'investissement,

Fonctionnement

Les dépenses et les recettes s'élèvent à un montant de 2 497 836,00 €

Investissement

Les dépenses et les recettes, y compris reports des crédits, s'élèvent à 629 355,60 €

Les dépenses d'équipement (reports, dépenses nouvelles) ont été examinées lors du Débat d'Orientations Budgétaires, elles s'élèvent à un montant de 296 655,60 €

Le remboursement de la dette en capital s'élève à 307 000,00 €

Les opérations d'ordre s'élèvent à 25 700,00 €

Le financement de la section d'investissement est réalisé de la façon suivante :

Excédent d'investissement 2024 64 858,70 €

Excédent de fonctionnement 2024 94 810,90 €

Subvention d'investissement 30 000,00

Autofinancement et amortissement 439 686,00 €

Emprunt 0 €

Le budget primitif 2025 du budget annexe de l'Assainissement est joint à la présente délibération.

Suite l'annulation du transfert de la compétence eau et assainissement, Benoit Perrusset propose que les crédits non consommés affectés à l'étude sur cette question soient affectés aux associations culturelles et sportives qui feront l'objet d'un vote d'attribution de subventions.

Monsieur le Maire rappelle à l'élu que cette étude a été financée par ces budgets annexes de l'eau et l'assainissement et qu'il n'est pas possible de passer d'un budget annexe à un budget général.

Benoit Perrusset affirme que ce n'est pas ce qui avait été dit : il s'agissait d'une étude sur le budget principal et non sur les budgets annexes.

Frédérique Roger, DGS, confirme que l'étude a bien été financée sur les 3 budgets annexes Eau-Bourday-Assainissement.

Monsieur le Maire indique à l'élu que l'information budgétaire sera vérifiée.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le Budget Primitif 2025 du service de l'assainissement lequel s'établit en dépenses et en recettes à :

- Section de fonctionnement:	2 497 836,00 €
- Section d'investissement	629 355.60 €

avec une reprise anticipée de l'excédent d'investissement 2024 de 64 858,70 € avec un excédent de fonctionnement 2024 de 94 810,90 € et intègre en section d'investissement les restes à réaliser.

Le budget primitif de l'exercice 2025 a été établi avec une reprise anticipée du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 d'un montant de 94 810,90 € affecté en totalité au compte 1068 en section d'investissement et sans recours à l'emprunt.

Délibération n° 2025-051 : Budget Annexe Abattoir – Budget Primitif 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2224-1 et suivants relatifs aux services publics industriels et commerciaux ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics à caractère industriel et commercial ;

Vu le projet de budget annexe des abattoirs municipaux ;

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'assurer une gestion efficace et équilibrée du service des abattoirs municipaux,

Considérant que le budget présente un équilibre réel en section de fonctionnement et en section d'investissement,

Section Exploitation :

Les dépenses et les recettes s'équilibrent à un montant de **2 076 995,00 €**

Les dépenses :

Les charges à caractère général s'élèvent à : **844 790,00 €**

Les charges de personnel s'élèvent à : **1 009 645,00 €**

Les autres charges de gestion s'élèvent à :	11 360,00 €
Les charges financières s'élèvent à :	3 700,00 €
Les charges exceptionnelles s'élèvent à :	3 500,00 €
Les dotations aux provisions s'élèvent à :	43 000,00 €
Les dépenses d'ordre s'élèvent à :	161 000,00 €

Les recettes :

Les atténuations de charges s'élèvent à :	10 500,42 €
Les ventes de produits s'élèvent à :	2 040 500,00 €
Les autres produits de gestion s'élèvent à :	100,00 €
Les produits exceptionnels s'élèvent à :	1 000,00 €
Les recettes d'ordre s'élèvent à :	13 350,00 €
L'excédent de fonctionnement 2024 reporté s'élève à :	11 544,58 €

Section Investissement :

Les dépenses et les recettes s'équilibrent à un montant de : **813 495.75 €**

Les principaux points à relever sont les suivants :

- le remboursement du capital de la dette est de :	32 500,00 €
- les dépenses d'équipement y compris les dépenses reportées ont été détaillées dans le rapport d'orientations budgétaires, elles sont prévues pour un montant de :	767 645,75 €
- les dépenses d'ordre sont de :	13 350,00 €

Le financement de la section d'investissement est réalisé par l'excédent d'investissement 2024 reporté (479 434,72 €) ainsi que les recettes d'ordre (161 000,00 €) le solde de la subvention de l'Etat pour la modernisation de l'abattoir (23 061.03 €) ainsi que le recours à l'emprunt pour un montant de 150 000 €.

Le budget primitif 2025 du budget annexe de l'Abattoir est joint à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le budget Primitif 2025 du budget annexe de l'abattoir lequel s'établit en dépenses et recettes à :

- Section de fonctionnement :	2 076 995,00 €
- Section d'investissement :	813 495.75 €

Le budget primitif de l'exercice 2025 a été établi avec une reprise anticipée du résultat de fonctionnement 2024 d'un montant de 11 544,58 € ; de l'excédent d'investissement 2024 de 479 434,72 € ; il intègre en section d'investissement les restes à réaliser.

L'excédent de fonctionnement 2024 reporté d'un montant de 11 544,58 € est affecté en totalité au compte R002.

- **Autorise** Monsieur le Maire à procéder à la réalisation des emprunts nécessaires à l'exécution du budget 2025, soit 150 000 €.

Délibération n° 2025-052 : Budget Annexe Stationnements dans les Parcs publics aménagés – Budget Primitif 2025

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-1 et suivants relatifs aux services publics industriels et commerciaux ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics à caractère industriel et commercial ;

Vu le projet de budget annexe des stationnements et parcs publics ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2005 a été institué un budget annexe concernant les parcs publics aménagés,

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'assurer une gestion efficace et équilibrée du service des stationnements et parcs publics municipaux,

Considérant que le budget présente un équilibre réel en section de fonctionnement et en section d'investissement,

La section de fonctionnement s'équilibre à : 331 380,00 €

La section d'investissement s'élève à : 215 320,94 €

Le budget primitif 2025 du budget annexe Stationnements dans les Parcs publics aménagés est joint à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le Budget annexe parcs publics aménagés pour l'exercice 2025, annexé à la présente délibération, lequel s'équilibre en dépenses et recettes à :

Section de fonctionnement : 331 380,00 €

Section d'investissement : 215 320,94 €,

avec une reprise anticipée du déficit d'investissement 2024 de 42 520,09 € et de l'excédent de fonctionnement 2024 de 48 620,94 € et intègre en section d'investissement les restes à réaliser.

Le budget primitif de l'exercice 2025 a été établi avec une reprise anticipée du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 d'un montant de 48 620,94 € affecté en totalité au compte 1068 en section d'investissement.

Délibération n° 2025-053 : Budget annexe Eau – admission en non-valeur des créances irrécouvrables - Exercice 2025

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 1612-11,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le budget primitif 2025 du Budget annexe de l'eau,

Considérant que suite à la transmission par la Trésorerie de la liste n° 6684340131 de créances admises en non valeurs pour un montant de 11 520,95 € TTC et de la liste n° 7075550931 de créances éteintes pour un montant de 35,80 € TTC

Considérant que, pour mémoire :

- Les admissions en non-valeur, créances pour lesquelles aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes). Il est précisé que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement.
- Les créances éteintes concernent des créances pour lesquelles aucune action en recouvrement n'est possible. Elles relèvent du traitement des dossiers de surendettement et de liquidations judiciaires.

Monsieur Le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur **l'admission en non-valeur** des recettes suivantes :

N° liste	Montant € TTC	Année	Motif d'irrecouvrable
6684340131	11 520,95	2018-2021	NPAI, demande renseignements négatives, dossier de succession vacante négatif

La dépense de 11 520.95 € TTC sera imputée à l'article 6541 : créances admises en non-valeur.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur la prescription des **créances éteintes** suivantes :

N° liste	Montant € TTC	Année	Motif d'irrecouvrable
7075550931	35.80	2020	Clôture pour insuffisance d'actif

La dépense de 35,80 € TTC sera imputée à l'article 6542 : créances éteintes.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Vote** favorablement la liste des admissions en non-valeur de ces créances.
- **Indique** que la dépense de 11 520,95 € TTC sera imputée à l'article 6541 : créances admises en non-valeur.
- **Vote** favorablement la liste des créances éteintes,
- **Indique** que la dépense de 35,80 TTC sera imputée à l'article 6542 : créances éteintes

Délibération n° 2025-054 : Budget annexe Abattoir – Admission en non-valeur des créances irrécouvrables exercice 2025

Vu le code général des collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu le budget primitif 2025 du Budget annexe Abattoir ;

Considérant que suite à la transmission par la Trésorerie de la liste 6700150331 d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables pour un montant de 4 014,51 € TTC, soit 3 805,22 € HT concernant les exercices 2020 et 2021.

Pour mémoire, les créances admises en non-valeur concernent des créances anciennes pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont quasi-nulles.

Monsieur Le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur l'admission en non-valeur des recettes suivantes :

Objet de la créance	Montant de la créance TTC	Montant de la créance HT	Motif d'irrécouvrabilité
Factures 2020	175,34 €	166,20 €	Poursuites sans effet
Factures 2020/2021	3 839,17 €	3 639,02 €	PV de carence
TOTAL	4 014,51 €	3 805,22 €	

La dépense d'un montant de 3 805,22 € HT sera imputée à l'article 6541, créances admises en non-valeur.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Vote** favorablement l'admission en créances admises en non-valeur ci-dessus.
- **Indique** que la somme de 3 805,22 € HT sera imputée à l'article 6541.

Délibération n° 2025-055 : Publicité par voie électronique des subventions versées par la commune aux associations en 2024 et avantages en nature

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2006 - 887 du 17 juillet 2006 relatif à la publication par voie électronique des subventions versées aux associations de droit français et aux fondations reconnues d'utilité publique,

Considérant que la ville doit publier sous forme de liste annuelle, les subventions qu'elle attribue aux associations et aux fondations reconnues d'utilité publique,

Considérant qu'en outre, cette liste est rendue accessible au public par le site internet de la ville,

Considérant que cette information supplémentaire permet de mieux appréhender l'apport réel de la ville pour soutenir son tissu associatif local et que les avantages en nature s'effectuent essentiellement sous forme de mise à disposition de personnel, de matériel et surtout sous la forme de locaux attribués,

Considérant que de fait, ces avantages en nature se chiffrent à 1 399 805,84 €, les élus et les citoyens peuvent ainsi mieux appréhender l'effort consenti par la ville,

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la liste des subventions et des avantages accordés aux associations en 2024 pour un montant global de 2 239 178 € présentée en annexe.

Délibération n° 2025-056 : Attribution des subventions annuelles de fonctionnement aux associations sportives albenassiennes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la politique sportive de la ville d'Aubenas et son soutien aux associations pour le développement des pratiques sportives sur son territoire,

Considérant l'intérêt de soutenir les associations sportives Albenassiennes, en termes financiers, logistiques, de maintien de l'offre d'activités sportives ouvertes à tous, et le développement de toute nouvelle activité,

Considérant les dossiers de demandes de subventions annuelles déposés par les associations,

Considérant l'étude et l'analyse approfondie de ces dossiers par l'Adjoint délégué aux sports et les échanges entre les membres de la commission des sports réunie le 25 mars 2025 ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les montants proposés des subventions annuelles aux associations sportives pour un budget total de 167 000 € selon la répartition suivante :

Associations sportives	Subventions accordées	Associations sportives	Subventions accordées
ACKRA	800 €	JUDO CLUB AUBENAS	600 €
AERO CLUB	500 €	KARATE (Seishinkan)	1 000 €
AMICALE CANINE	- €	KARATE KCA	400 €
ARDECHE RUN	- €	LE MOULON CENTRE EQUESTRE	200 €
ARDECH'ROLL	400 €	LES BOULISTES ALBENASSIENS	3 000 €
ARDESCA (ESCALADE)	600 €	LES OVALINES ARDECHOISES	1 500 €
ASSAF (FOOTBALL)	1 500 €	AS LYCEE AGRICOLE	250 €
ATHLETISME (USAA)	2 900 €	AS LYCEE ASTIER	200 €
AUBENAS TRIATHLON	1 500 €	AS LYCEE JULES FROMENT	200 €
BASKET (USAB)	35 000 €	AS LYCEE MARCEL GIMOND	200 €
BILLARD	300 €	MCDLP (Danse)	1 000 €
CLUB ECHQUIER	800 €	OLYMPIQUE BOXING CLUB	3 200 €
AS COLLEGE DE JASTRES	200 €	PETANQUE ALBENASSIENNE	1 000 €
AS COLLEGE ROQUA	200 €	RANDONNEURS VIVAROIS	200 €
CYCLO AUBENAS / VALS	250 €	RCAV	74 000 €
CENTRE DE FORMATION BOULISTE	400 €	SPELEO CLUB	500 €
ESCAMAR ARTS MARTIAUX	600 €	STRIKE CLUB	300 €

ESCRIME (LES MOUSQUETAIRES VIVAROIS)	6 400 €	TENNIS CLUB AUBENAS	4 000 €
FIGHT CLUB	1 000 €	TENNIS DE TABLE (ATTAV)	700 €
FOOTBALL CLUB AUBENAS	1 000 €	UNION CYCLISTE ALBENASSIENNE	9 000 €
GYM AGAV 07	- €	USA GYMNASTIQUE	1 500 €
GYM LES DYNAMIQUES	300 €	USA TIR	1 200 €
GYM LES OLIVIERS	800 €	USA VOLLEY-BALL	4 900 €
HALTEROPHILIE	800 €		
HANDBALL (EAMHB)	1 500 €		
		TOTAL	166 800 €

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la répartition des montants présentés,
- **Précise** que les sommes seront inscrites au budget principal 2025 au chap 65,
- **Autorise** Monsieur le Maire à procéder aux versements.

Délibération n° 2025-057 : Subventions aux associations culturelles, socio-culturelles, de loisirs - Année 2025

Vu le code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que la Ville d'Aubenas apporte son soutien financier à de nombreuses associations afin de les aider à développer ou pérenniser leurs projets, mettre en place de nouvelles actions ou évènements,

Considérant que pour prendre sa décision, la Commission Culturelle s'est appuyée sur les dossiers de demande de subvention reçus, et a tenu compte de l'activité de l'association, du nombre d'adhérents, du rayonnement du projet pour la ville et de son animation, de l'ouverture au public le plus large possible et de la part des fonds propres,

Considérant qu'en conséquence, la Commission Culturelle réunit le jeudi 20 février 2025 soumet le projet de répartition suivant :

- 141 140 € au compte 65748/311 – associations culturelles
- 1 800 € au compte 65748/311 – associations socio-culturelles
- 5 740 € au compte 65748/311 – associations de loisirs
- 1 300 € au compte 65748/311- somme constituant une provision pour des projets voyant le jour après ce vote.

Considérant qu'il est également provisionné la somme de 200 € au profit de l'association De Main en Main s'ils organisent la Journée Mondiale pour la Paix du 17 mai,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la ventilation entre les diverses associations culturelles, socio-culturelles et de loisirs.

André Constanzo informe les membres de l'assemblée que le groupe s'abstiendra de voter les subventions aux deux écoles de musique CEMA et NEMA : « si la ville d'Aubenas fait un effort notable pour soutenir ces deux associations, nous considérons qu'en retour ces associations font peu d'efforts pour participer à l'animation publique qui en a bien besoin.

La NEMA a pourtant réalisé un magnifique concert dans l'espace culturel du centre commercial Leclerc à St Etienne de Fontbellon le 15 mars et y jouera à nouveau le 17 mai. Quant à la CEMA, elle a proposé un concert payant vendredi dernier au centre Le Bournot. ». Il demande si le comité des fêtes sera capable de motiver ces deux écoles à participer à l'animation musicale au cours de la saison estivale, comme le fait régulièrement l'Harmonie du pays d'Aubenas-Vals.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à la majorité avec 30 voix pour et 2 abstentions (CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André) :

- **Approuve** l'affectation des subventions concernant les associations culturelles, socio-culturelles, et de loisirs, conformément au tableau ci-annexé,
- **Dit** que les dépenses correspondantes seront imputées comme proposé ci-dessus par la Commission Culturelle

Henri Delauche se dit « choqué » par l'intervention de Monsieur Constanzo ; il explique que ces associations ont besoin de jouer le plus possible et que c'est à eux de décider où ils vont jouer. Henri Delauche affirme que ces associations jouent également à Aubenas.

Jacques Daumas confirme que la CEMA et la NEMA jouent régulièrement dans la commune, par exemple pour la fête de la musique ou encore pour le concert de fin d'année ; de plus, elles proposent au public la possibilité d'être présent à l'occasion des auditions.

ASSOCIATIONS CULTURELLES	Vote 2025
AMAC - Antenne Mobile d'Action Culturelle	1 000
AMAC - Clapolocos	300
Ass. Culturelle Arménienne d'Aubenas (ACAA)	400
Carrefour Laïque d'Aubenas	1 000
C.E.M.A. (Centre Enseig. Musiq Actuelles)	31 260
Cévennes Terre de Lumière	1 000
De Source Sûre	5 000
Europhonia 07	3 500
Format	5 000
Le Grand Ecran - Maison de l'Image	41 000
Le Grand Ecran - Passeurs d'Image	1 500
Le Grand Ecran - Clapolocos	300
Orchestre d'Harmonie des Pays Aubenas/Vals	9 000
La Bobine	2 000
Labeaume en Musique - concert avril	2 000
Labeaume en Musique - concert décembre	4 000
Les Eclisses - Festival Cordes en ballade	3 500
NEMA (Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas)	21 430
NEMA - Clapolocos	300
CEMA - Chèques musique	4 750
NEMA - Chèques musique	2 900
SOUS-TOTAL	141 140
Provision à distribuer selon projet	1 300

TOTAL 1

ASSOCIATIONS SOCIO-CULTURELLES	Vote 2025
Ardèche Afrique Solidaires	500
De main en main	100
De main en main - Journée pour la Paix	200
Haptomai	1 000
TOTAL 2	1 800

ASSOCIATIONS DE LOISIRS	Vote 2025
Bridge Club	400
Club de danse d'Aubenas	100
Duppli' scrabble	120
Fous sans blanc	250
Fous sans blanc - FSB'stival	250
Goat Geek	500
Le 07 qui prend	500
Shoot Pictures	1 500
Société de Chasse Aubenas	300
Tarot Club Aubenas	120
Zoom photo	1 500
Zoom photo - expo septembre	200
TOTAL 3	5 740

TOTAL	149 980
Culturelles	141 140
Socio-Culturelles	1 800
Loisirs	5 740
Provision	1 300

Délibération n° 2025-058 : Participation financière aux associations et organismes de droit privé au titre de l'action sociale - Année 2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2111-1 et suivants ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L121-2 et L221- ;

Vu les projets de conventions ;

Considérant que la ville souhaite, pour le territoire communal, maintenir une cohésion sociale,

Considérant que certaines associations proposent des actions sur l'année 2025 qui contribuent à cette politique de cohésion,

Considérant l'intérêt de la prévention spécialisée et du partenariat avec le Département, la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas et de l'association « ADSEA » pour le territoire communal et en particulier pour les quartiers prioritaires de la ville,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le tableau récapitulatif des financements suivant :

Associations	Montant alloués
LE PALABRE	179 280,00€
MISSION LOCALE	5 054,00€
Mission Locale-/Point Info Jeunesse	41 946,00€
ADSEA	20 000,00€
Ecole.Parents.et des Educateurs. DE L'ARDECHE	2 500,00€
AMAV	2 000,00€
SAM SAP	5 000,00€

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la participation financière de la Ville aux associations pour l'année 2025 selon le tableau ci-dessus,
- **Approuve** les termes des conventions jointes en annexes avec les associations Mission Locale et ADSEA, la Communauté de Commune du Bassin d'Aubenas et le Département,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les conventions jointes en annexe ainsi que tout acte y afférent.

Les dépenses seront imputées au chapitre 65.

EQUIPEMENTS DE LA VILLE

Délibération n° 2025-059 : Modification de la convention de location d'un atelier et du règlement intérieur du 18A

Vu le code général des Collectivités locales et notamment ses articles L.1311-2 ; L.2121-29 et L.2144-3,

Vu le code de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2111-1 ;

Considérant : que la commune a acquis le bien dont elle était précédemment locataire,

Considérant que pour faciliter la synergie entre la boutique et les ateliers, il convient de laisser accessible aux artisans la porte automatique côté publique aux horaires d'ouverture de la boutique,

Considérant que l'atelier numéro 1 est également un Espace d'Attente Sécurisé,

Il convient de mettre à jour les documents contractuels de gestion du 18A,

La modification du Règlement intérieur porte sur :

- **Chapitre 2 – Logistique, sécurité et hygiène**

- Article 2.4. Sécurité

- Paragraphe **Sécurité Intrusion** : La phrase : « En aucun cas, les artisans disposent du badge ouvrant la porte automatique côté commun. » est remplacée par : « Les artisans disposent du badge ouvrant la porte automatique côté commun. Toutefois, le passage par la porte automatique est autorisé pour les résidents artisans uniquement du lundi au samedi de 8h30 à 19h30. En dehors de ces horaires, les artisans devront utiliser l'entrée Rue des Cordeliers ».

Les modifications de la convention type de mise à disposition d'un atelier portent sur :

- Suppression et remplacement dans le préambule et dans les différents articles de la référence à la propriété de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires, et du à bail conféré à la Ville d'Aubenas, cette dernière étant désormais propriétaire, elle sera désignée comme telle.
- **Il est également précisé :**
Uniquement pour l'atelier numéro 1 : cet atelier est désigné Espace d'Attente Sécurisé (EAS) pour les ateliers. A ce titre, l'atelier est accessible via un code.
- **paragraphe supprimé :**
Le passage par la porte automatique est autorisé et l'Occupant jouit de cet accès en période d'ouverture du bâtiment mais n'en a pas le badge d'accès pour ouvrir librement en dehors de ces horaires.

- **Article 6 – Durée**

Pour faciliter le suivi de la convention, une mention de référence à la date est ajoutée :

« Pour mémoire le, (nota manuscrite) »

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le projet de mise à jour de la convention type de mise à disposition d'un atelier,
- **Approuve** la mise à jour du règlement intérieur du 18A,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer ces documents et à contractualiser avec des artisans d'art.

HABITAT

Délibération n° 2025-060 : Programme Local de l'Habitat 2022 / 2027- Action 5 – Attribution d'une subvention à SOLHIA BLI RA pour la réalisation de 3 logements PLAI, situés 70 Faubourg Jean Mathon

Vu le code de la construction et de l'habitat ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 13 décembre 2000 dite loi »SRU « prévoyant l'obligation pour les intercommunalité de réaliser des PLH ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas (CCBA) du le 4 novembre 2021 approuvant le Programme Local de l'habitat ;

Vu le guide des aides à l'habitat 2022 / 2027 approuvé par délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas (CCBA) en date du 7 décembre 2021,

Vu la délibération de la CCBA du 9 avril 2024, modifiant le guide des aides et approuvant, par son action n°5, le soutien à la production, par les bailleurs publics, de logements sociaux et très sociaux ;

Vu le dossier déposé par SOLIHA Ardèche, au nom de Soliha BLI RA, le 7 aout 2024, auprès de la communauté de communes pour la création 3 trois logements PLAI ;

Considérant la signature du bail à réhabilitation entre la ville d'Aubenas, et SOLIHA BATISSEUR DE LOGEMENTS D'INSERTION Rhône alpes, en date du 22 mars 2024 ;

Considérant l'agrément de l'Etat délivré le 25 juillet 2024 ;

Considérant que les aides de la CCBA représentent un montant de 18 000 € (3 fois 6 000 € par PLAI) ;

Considérant que conformément au guide des aides, les communes où seront réalisés ces logements doivent apporter une subvention à hauteur de 10% minimum du montant versé par la CCBA. Cette participation communale peut être apportée soit sous forme d'aide directe soit sous forme d'une valorisation d'un apport foncier, de travaux publics, etc.,

Considérant que la ville participe à cette opération de la façon suivante :

- Aides à l'apport foncier :
 - o Acquisition initiale du bien mis à bail : 35 000 €
 - o Différents diagnostics préalables : 1 232 €
- Aide aux travaux
 - o Subvention pour la reprise des façades : 4 914 €
 - o Remise sur les frais d'occupation du domaine public 300 €

Considérant que la ville contribue à cette opération à hauteur de 41 446 €, somme supérieure aux 1 800€ d'aides directes requis par le règlement d'attribution des aides pour la production de logements sociaux de la CCBA ;

Considérant le plan de financement de l'opération suivant :

Dépenses (montant fiscal)		Recettes (montant fiscal)	
Foncier Frais de notaire	4 740 €	Emprunt CDC	69 639 €
Coût de la construction, honoraires...	204 967 €	Prime Etat ANAH + Habiter Mieux	96 183 €
		Subvention CCBA	18 000 €
		Subvention Aubenas	4 914 €
		Subvention Abbé Pierre	20 971 €
Total	209 707 €	Total	209 707 €

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la valorisation de la participation de la commune au financement global de l'opération de 41 446 € pour la production de logements sociaux conformément au plan d'actions du PLH,
- **Autorise** Monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités pour l'exécution de la présente notamment la signature de la convention telle que jointe en annexe, entérinant l'avantage en nature minimum de 1 800€.

FONCIER

Délibération n° 2025-061 : Garantie de rachat à EPORA des locaux commerciaux rue Valleton / Boulevard Gambetta

Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu les statuts de la communauté de communes du Bassin d'Aubenas compétente en matière de plan local d'urbanisme, qui emporte transfert automatique des compétences en matière de Droit de Préemption Urbain et de Droit de Préemption Urbain Renforcé ;

Vu la convention de veille et de stratégie foncière approuvée le 4 août 2022 entre EPORA, la CCBA et la Commune ;

Considérant que la DIA n°00701924D0279 réceptionnée le 28 novembre 2024 par la commune d'Aubenas concerne la vente par les consorts LAURANS des lots 8 et 9 sis sur la parcelle cadastrée section F n°1333, au 21 rue François Valleton et 8 boulevard Gambetta – 07200 AUBENAS, pour un montant de 40 000 € et que cette parcelle est située dans le périmètre d'application du droit de préemption urbain renforcé de la communauté de communes du Bassin d'Aubenas,

Considérant l'emplacement réservé ER 4 au profit de la commune d'Aubenas, pour l'aménagement d'un espace public – Porte Valleton, défini dans le PLU approuvé le 22 décembre 2011,

Considérant le programme d'Action Cœur de Ville, et sa fiche action relative aux entrées de ville et à la rénovation de la porte Valleton,

Considérant que la commune d'Aubenas a sollicité la CCBA afin qu'elle délègue son droit de préemption renforcé à EPORA pour acquérir les lots 8 et 9 de la parcelle F 1333 au prix indiqué dans la DIA, à savoir 40 000 € ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'une part de confirmer la demande de préemption et d'autre part de s'engager à racheter ce bien à EPORA, conformément à la convention, à savoir le rachat au prix d'acquisition auquel s'ajouteront les frais annexes de gestion.

Benoit Perrusset demande de re-préciser ce qui sera fait sur la porte Valleton après acquisition des bâtiments.

Jacky Soubeyrand explique que sur cet emplacement réservé, il était prévu à l'origine de faire une démolition ; il informe les élus que cela ne sera pas fait dans l'immédiat.

Monsieur le Maire précise aux élus qu'il s'agit d'une opportunité de pouvoir racheter ces deux locaux et d'envisager à moyen terme une restauration et l'aménagement d'une placette. Il ajoute que l'objectif premier est d'avoir un règlement de copropriété avec le propriétaire principal avec lequel les négociations sont difficiles. C'est EPORA qui va mener les négociations. Il rappelle qu'il faut un certain temps pour rembourser EPORA compte-tenu des frais de gestion et des subventions éventuelles et du projet.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à la majorité avec 31 voix pour et 1 abstention (DELAUCHE Henri) :

- **Confirme** la demande de préemption, par EPORA, des lots 8 et 9 de la parcelle F 1333 au prix de 40 000 €,
- **S'engage** à racheter ce bien immobilier, conformément à la convention, selon le montant de l'acquisition initiale, augmenté des frais de gestion.

URBANISME

Délibération n° 2025-062 : Subventions aux particuliers pour la réfection des façades dans les quartiers historiques : affectation des dépenses pour l'année 2025

Vu la délibération n°33 du 20 décembre 2018 instaurant un nouveau règlement municipal d'attribution des aides pour la rénovation des façades des immeubles anciens du cœur de ville ;
Vu les délibérations n°52 du 18 décembre 2019 et n°45 du 17 Mars 2022, approuvant respectivement les avenants n°1 et n°2 au règlement municipal d'attribution des aides pour la rénovation des façades des immeubles anciens du cœur de ville,

Considérant qu'il est nécessaire d'inscrire nominativement les demandes formulées par les propriétaires privés ou leur représentant dans le tableau d'affectation des subventions façades et d'en d'ajuster le montant des provisions en conséquence,

Considérant que pour cette année, 3 nouvelles demandes de subvention ont été formulées par des propriétaires privés, qu'elles ont été examinées par les membres de la commission d'urbanisme qui y ont données un avis favorable,

Considérant les nouvelles demandes de subvention qui ont été formulées par :

- le **CABINET DOMAS** pour le compte du **syndicat des Copropriétaires de l'immeuble situé au 22 rue Delichères**, pour la façade arrière qui donne sur la rue des Arceaux (ils ont déjà obtenu une première subvention mais celle-ci concernait uniquement la façade avant située 22 rue Delichères),
- le **CABINET BLB** pour le compte du **syndicat des Copropriétaires de l'immeuble situé aux 19 - 21 place de l'Hôtel de Ville** pour la façade donnant sur la place,
- la SCI **BAHNS** pour la réfection de la façade du **8 / 8bis rue Victor-Camille Artige**,
- M. **COMPAGNON Daniel** pour la réfection de la façade du **5 rue Jourdan**.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le tableau d'affectation des subventions suivant :

SUBVENTIONS OPERATION FACADES	Adresses	Montants prévisionnels
2025-01 : AGENCE DOMA pour la SDC du 22 rue Delichères	3, rue des arceaux	1 513,75 €
2025-02 : AGENCE BLB pour le SDC 19-21 place de l'Hôtel de Ville	19 – 21, place de l'Hôtel de Ville	5 757,36 €

2025-03 : SCI BAHNS	8 et 8 bis, rue Victor-Camille Artige	3 264,85 €
2025-04 COMPAGNON Daniel	5 rue Jourdan	3 351,75 €
Provision		66 112,29 €
TOTAL		80 000,00 €

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le budget de l'année 2025 alloué à cette action,
- **Approuve** l'affectation des subventions relatives à l'opération façade conformément au tableau ci-dessus présenté.

FONCIER

Délibération n° 2025-063 : Régularisation foncière rue du Docteur Saladin

Vu l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'acte d'acquisition en date du 15 mai 1964 du bâtiment implanté sur la parcelle cadastrée section E, numéro 2282, abritant aujourd'hui la Maison de l'Image et l'association Format, dont l'adresse est 9, boulevard de Provence,

Considérant que le chemin d'accès depuis la rue du Docteur Saladin, inclus dans la parcelle initiale, dessert en réalité 5 propriétés, à savoir les Consorts Cheyron (parcelles E 859 et 860), la SCI Saladin (parcelles E 853, 854, 855 et 856), les consorts David-Calvet (parcelle E 3667), M. Armand et Mme Dubois (parcelles E 857 et 858) et enfin la Commune d'Aubenas,

Considérant que la nature des droits diffère selon les propriétaires, certains ne disposant que d'un droit de passage, d'autres ayant un droit de propriété indivis, et qu'elle s'est troublée au fil des actes, par manque de précisions dans leur rédaction et du fait d'une erreur de la représentation cadastrale, ayant inclus le chemin dans la propriété communale,

Considérant que l'acte de référence datant du 2 avril 1926, permet de déterminer les droits de chacun, et qu'il apparaît que la SCI Saladin et les Consorts Cheyron sont seuls propriétaires indivis du chemin et que les 3 autres propriétés disposent de droits de passage,

Il est proposé au Conseil Municipal de donner son accord pour identifier cadastralement le chemin de desserte aux 5 propriétés par la création d'une parcelle dédiée, et pour régulariser la nature et les droits de chacun sur ledit chemin, la commune disposant d'un droit de passage,

Les frais d'entretien seront partagés entre les utilisateurs.

Les frais d'établissement de l'acte seront à la charge des Consorts Cheyron, demandeurs.

Alexandra Guibert demande de confirmer que les propriétaires ne ferment pas l'accès.

Monsieur le Maire explique que cette délibération permet d'acter le fait que personne ne puisse le fermer.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité, adopte la délibération.

- **Approuve** la division de la parcelle cadastrée section E, numéro 2282 afin de permettre l'identification de la parcelle consistant en un chemin de desserte de 5 propriétés différentes,

- **Autorise** la signature de l'acte régularisant la servitude de passage au profit de la commune
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'acte tous actes nécessaires à cette régularisation.

CULTURE – SUBVENTIONS DE LA VILLE

Délibération n° 2025-064 : Avantages en nature et soutien financier au Centre d'Enseignement des Musiques Actuelles (CEMA) - Année 2025

Vu le code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de convention ;

Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, qui oblige les collectivités publiques allouant des subventions annuelles supérieures à 23 000 €, à conclure une convention avec la personne privée qui en bénéficie ;

Considérant que le projet d'enseignement musical, instrumental, et vocal de l'association « Centre d'Enseignement des Musiques Actuelles » (C.E.M.A.) s'inscrit dans la politique culturelle de la ville d'Aubenas et que cette dernière s'engage à lui apporter son soutien afin de lui permettre de poursuivre et développer son action,

Considérant que le dispositif d'Aide à la Pratique Instrumentale (A.P.I.) est reconduit, et que l'aide d'un montant de 100 € attribuée aux jeunes albenassiens jusqu'à leurs 20 ans, qui sont inscrits à un cours de pratique instrumentale auprès d'une des 2 écoles de la ville (CEMA ou NEMA), vient en déduction de leur cours d'instrument,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le soutien financier au CEMA pour un montant maximum de 31 635 € pour l'année 2025, réparti de la manière suivante :

- 31 260 € de subvention de fonctionnement

Valorisation des avantages en nature :

- 210 € pour la salle de spectacles (3 créneaux X 70 €)
- 165 € pour la salle de musique (3 créneaux X 55 €)

Henri Delauche souligne l'avancement des discussions grâce aux rencontres entre la mairie et la communauté des communes qui va subventionner les écoles de musique. Il rappelle que St Etienne de Fontbellon fait partie de la communauté des communes et qu'Aubenas n'a pas l'exclusivité de faire jouer les musiciens dans sa commune parce qu'elle subventionne.

André Constanzo demande de ne pas déformer ce qu'il a dit. Il rappelle qu'il a émis le souhait que les écoles de musique fassent un effort pour participer à l'animation de la ville.

Benoît Perrusset approuve la remarque d'Henri Delauche concernant l'accompagnement des écoles de musiques afin de leur permettre de progresser et de se structurer pour aller vers une école intercommunale. Il informe les élus que le budget de la CCBA sera proposé au vote le lendemain et que la NEMA et le CEMA ne sont pas à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire affirme l'engagement de la communauté de communes suite à une réunion récente. Il indique que même si les lignes ne sont pas encore inscrites au budget, les élus feront en sorte que le soutien soit voté en cours d'année.

Max Bouschon demande où en est le projet de fusion.

Monsieur le Maire informe que le projet dépend des écoles de musique qui ne peuvent pas fusionner pour l'instant. En effet, si les deux écoles fusionnent, il sera nécessaire de trouver des locaux pour recevoir pas moins de cinq cents élèves. Monsieur le Maire indique que la ville n'a pas le patrimoine pour ce faire et qu'il n'y a pas de local disponible sur le territoire pour le moment. Néanmoins, les écoles collaborent sur un certain nombre de sujets avec des enseignants communs pour une harmonisation de leur programme.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la convention de soutien financier, ci-annexée,
- **Autorise** Monsieur Le Maire à la signer et à engager les dépenses correspondantes.

Délibération n° 2025-065 : Avantages en nature et soutien financier à la Nouvelle Ecole de Musique (NEMA) - Année 2025

Vu le code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de convention ;

Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, qui oblige les collectivités publiques allouant des subventions annuelles supérieures à 23 000 €, à conclure une convention avec la personne privée qui en bénéficie ;

Considérant que le projet d'enseignement musical, instrumental, et vocal de l'association « Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas » (N.E.M.A.), s'inscrit dans la politique culturelle de la ville d'Aubenas, et que cette dernière s'engage à lui apporter son soutien afin de lui permettre de poursuivre et développer son action,

Considérant que le dispositif d'Aide à la Pratique Instrumentale (A.P.I.) est reconduit et que l'aide d'un montant de 100 € attribuée aux jeunes albenassiens jusqu'à leurs 20 ans, qui sont inscrits à un cours de pratique instrumentale auprès d'une des 2 écoles de la ville (CEMA ou NEMA), vient en déduction de leur cours d'instrument,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver un soutien financier pour l'année 2025 à la NEMA d'un montant d'environ 42 730 €, réparti de la manière suivante :

- 21 430 € de subvention de fonctionnement

Valorisation des avantages en nature :

- 14 400 € pour l'occupation des locaux au 3^{ème} étage (150 m² X 8 € X 12 mois)
- 2 400 € pour l'occupation de la salle 100 (25 m² X 8 € X 12 mois)
- 1 260 € : 7 auditions prévues dans l'année (6j X 210 €)
- autres utilisations viendront en sus et selon la grille
- 3 240 € pour l'intervention d'un agent d'entretien (2 h X 36 semaines de cours en moyenne X 45 €).

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la convention de soutien financier, ci-annexée,
- **Autorise** Monsieur Le Maire à la signer et à engager les dépenses correspondantes.

LE CHATEAU - CACP

Délibération n° 2025-066 : Règlement de visite du Château - Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de règlement de visite ;

Considérant la nécessité de mettre en place un règlement ayant pour objet d'informer les visiteurs du Château des conditions de visite, d'assurer la sécurité des personnes, la préservation des lieux, des expositions et la qualité de la visite,

Considérant que les agents en charge de l'accueil sont présents dans le Château pour informer les visiteurs et les assister en cas de difficulté et qu'ils sont chargés de veiller au respect du règlement de visite,

Considérant que ce règlement encadre :

- l'accès au Château,
- l'utilisation des casiers de consignes,
- le comportement général des visiteurs,
- les dispositions relatives aux groupes,
- les prises de vue, enregistrements, copies et enquêtes,
- la sécurité des personnes, des œuvres et du bâtiment,
- l'application du régime général de protection des données,
- le respect du règlement,

Concernant l'article 36, faisant référence aux accompagnateurs des groupes scolaires, Benoit Perrusset souligne qu'il n'y a pas de référence aux autres types de groupes. D'autre part, il n'a pas vu d'information quant à l'interdiction ou non de chiens au château, outre les chiens guides.

Après vérification, l'interdiction des animaux au château, à l'exception des chiens-guides d'aveugle, est bien indiquée dans le règlement de visite, article 9.

Concernant les autres types de groupes, Monsieur le Maire explique qu'ils rentrent dans le cadre de l'article 35 « Effectif de groupes en visite privée ».

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le règlement de visite du Château – Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine tel que proposé en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous documents à cet effet.

Délibération n° 2025-067 : Le Château CACP : convention avec l'association Katok

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations n°59 du 13 juin 2024, n°2025-026 et 2025-027 du 13 mars 2025 relatives aux grilles tarifaires pour les groupes, les ateliers et la programmation événementielle du Château centre d'art contemporain et du patrimoine ;

Considérant que le Château propose une programmation culturelle en complément des expositions d'art contemporain de manière à diversifier les publics,

Considérant la volonté de renouveler le partenariat avec l'association Katok pour l'organisation de deux concerts le 6 août 2025 à 20h30 et le 12 août 2025 à 19h30,

Considérant que la Ville d'Aubenas versera 1 800 euros TTC à Katok pour chaque concert, soit un total de 3 600 € TTC,

Considérant qu'une billetterie sera mise en place par le Château, conformément à la délibération du 13 juin 2024.

Jacques Daumas précise qu'il s'agit de musique baroque et que l'association est intervenue au château l'année dernière.

Concernant les animations estivales au sein du Château, Benoit Perrusset demande une présentation des expositions à venir.

Jacques Daumas informe les élus du vernissage prévu le 30 avril. Il précise qu'il y aura quatre expositions.

Benoit Perrusset regrette que l'adjoint ne puisse pas communiquer plus d'informations.

Monsieur le Maire invite les élus à participer au vernissage pour découvrir les prochaines expositions.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention entre la Ville d'Aubenas et l'association Katok,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer, ainsi que tous documents à cet effet.

EQUIPEMENTS SPORTIFS DE LA VILLE

Délibération n° 2025-068 : Règlement intérieur d'occupation de la salle de musculation du stade Ripotier

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire,

Vu le projet de règlement intérieur ;

Considérant la nécessité de poser le cadre eu égard aux modalités d'utilisation de la salle de musculation mise à disposition des associations sportives et de leurs adhérents,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité physique des utilisateurs, la maintenance des équipements et des appareils de musculation,

Considérant la nécessité de communiquer les règles d'usages aux utilisateurs,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la mise en vigueur d'un règlement intérieur applicable à tout utilisateur de la salle de musculation et de ses appareils.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes du règlement intérieur d'occupation de la salle de musculation par les associations, tel que joint en annexe
- **Autorise** Monsieur le Maire à le signer

Délibération n° 2025-069 : Convention d'utilisation des équipements sportifs municipaux par le Rectorat de Grenoble

Vu le code général des collectivités Territoriales ;

Vu le projet de convention ;

Considérant la politique sportive de la ville d'Aubenas et son soutien aux établissements scolaires par la mise à disposition des équipements sportifs,

Considérant l'intérêt de poursuivre la mise à disposition de ces équipements sportifs à titre gracieux eu égard à l'organisation des épreuves EPS des filières CAP et Baccalauréats, organisées par le Rectorat de Grenoble,

Il est proposé au Conseil Municipal la mise à disposition les 7 et 8 avril 2025 de 7h30 à 17h30, à titre gracieux, des équipements suivants :

- Centre multisports Montargues : salle de tennis de table – vestiaires - sanitaires
- Stade ROQUA : piste d'athlétisme – vestiaires – sanitaires.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

Délibération n° 2025-070 : Avenant n°1 à la convention annuelle de mise à disposition de la salle de tennis de table à la Police Nationale

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire,

Vu la délibération n°36 du conseil municipal du 14 novembre 2024 autorisant M.Le Maire à signer la convention tripartite de mise à disposition de la salle de tennis de table au centre multisports de Montargues pour la période du 2 décembre 2024 au 30 juin 2025,

Vu le projet d'avenant n°1 ;

Considérant la demande d'utilisation d'un créneau supplémentaire de la Police Nationale pour l'utilisation de la salle de tennis de table,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la mise à disposition d'un créneau supplémentaire les lundis matin de 8h00 12h00 à titre gracieux, pour la période du 14 mars au 30 juin 2025 de la salle de Tennis de Table.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de l'avenant n° 1 à la convention tripartite,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

Délibération n° 2025-071 : Convention de partenariat entre la ville d'Aubenas, l'association ARDESCA, les collèges de Jastres et Roqua, et le lycée Astier portant sur les modalités de répartition des coûts liés à l'achat des cordes d'escalade

Vu le code général des collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention ;

Considérant la politique sportive de la ville d'Aubenas et son soutien aux associations sportives et aux établissements scolaires par la mise à disposition des équipements sportifs,

Considérant l'intérêt de sensibiliser les jeunes à la pratique de l'escalade en leur permettant une activité de qualité dans un cadre sécurisé,

Considérant que la Commune est propriétaire de l'installation « mur d'escalade »

Considérant la compétence technique de l'association ARDESCA en termes de choix et d'installation d'équipements techniques et sportifs adaptés,

Considérant les obligations des différentes parties eu égard à la répartition des coûts inhérents à l'achat des cordes d'escalade,

Il est proposé les dispositions suivantes :

Les cordes, qui pourront être utilisées par tous les usagers de la SAE, sont acquises par l'association ARDESCA.

Le lycée ASTIER, le collège de Jastres, le collège de Roqua ainsi que l'association participent chacun à cette acquisition à hauteur de 25 %.

La longévité des cordes (fonction de leur utilisation) est estimée à une année.
En cas de renouvellement nécessaire et prématuré, les parties réviseront leur participation financière par un avenant aux présentes.

Guillaume Vermorel demande s'il est possible d'ajouter que l'association doit aussi gérer le recyclage des cordes. Il y a à peu près 25 cordes à renouveler tous les ans, soit 100 ou 200 kg de cordes.

Stéphane Civier informe que l'association était présente le week-end dernier au championnat régional à Aubenas et qu'elle est repartie avec les cordes. Il semblerait qu'il y ait donc un recyclage, mais cette question sera abordée avec l'association pour confirmation.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer

SPORTS - SUBVENTIONS DE LA VILLE

Délibération n° 2025-072 : Convention d'objectifs et de soutien financier au Rugby Club Aubenas Vals (RCAV) – Année 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 2000 – 321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de son décret d'application N° 2001-495 du 6 juin 2001 portant sur l'obligation pour les collectivités octroyant des subventions annuelles dépassant le seuil de 23 000 € d'imposer aux associations le principe de transparence administrative et financière par convention définissant l'objet, le montant de la subvention et ses conditions d'utilisation ;

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire ;

Vu le projet de convention ;

Considérant la politique sportive de la ville d'Aubenas et son soutien aux associations,

Considérant l'intérêt de soutenir le RCAV, en termes financiers et logistiques, et de développement de l'activité sportive ouverte à tous,

Considérant que la convention, ci-jointe, est proposée pour l'année 2025 et prévoit une subvention annuelle de 74 000 €,

Considérant que la convention fixe les objectifs communs entre la Ville d'Aubenas et l'association et informe notamment l'association que la somme de 22 000 € sera déduite du montant initialement octroyé, en cas de non remboursement des sommes engagées par la Commune, en raison de travaux inhérents à une dégradation des locaux mis à disposition par la ville au RCAV,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la signature de la convention d'objectifs et de soutien financier au club RCAV pour l'année 2025.

Les subventions sont conditionnées au respect de ces objectifs.

Guillaume Vermorel fait référence aux paroles d'un ministre qui a dit récemment « Quand tu casses, tu payes. ». Il demande ce qui a fait l'objet de dégradations.

Stéphane Civier indique que cela est écrit dans la convention, article 3 : il s'agit de dégradations sur la dalle dans la salle de musculation qui doit être reprise entièrement.

André Loyet ajoute que ce n'est pas une dalle standard mais spécifique, prévue pour une salle de musculation.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention de soutien financier jointe en annexe,
- **Indique** que les crédits seront inscrits au Chapitre 65 du budget primitif 2025 ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

Délibération n° 2025-073 : Convention d'objectifs et de soutien financier à l'Union Sportive Albenassienne Basket (USA Basket) - Années 2025 à 2027

Vu le code général des collectivités Territoriales

Vu la loi 2000 – 321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de son décret d'application N° 2001-495 du 6 juin 2001 portant sur l'obligation pour les collectivités octroyant des subventions annuelles dépassant le seuil de 23 000 € d'imposer aux associations le principe de transparence administrative et financière par convention définissant l'objet, le montant de la subvention et ses conditions d'utilisation ;

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales du Maire ;

Considérant la politique sportive de la ville d'Aubenas et son soutien aux associations,

Considérant l'intérêt de soutenir l'USA Basket, en termes financiers et logistiques, et de développement de l'activité sportive ouverte à tous,

Considérant que le projet de convention, ci-joint, est proposée pour 3 ans à compter de 2025 et prévoit une subvention annuelle de 35 000 €. Elle fixe les objectifs communs entre la Ville d'Aubenas et l'association.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la signature de la convention d'objectifs et de soutien financier à l'USA Basket pour les années 2025 à 2027.

Les subventions sont conditionnées au respect de ces objectifs.

Stéphane Civier ajoute que l'USA Basket a fait un très beau parcours et a « mis un pied en nationale 3 ». Cette convention d'objectifs est donc salubre et permettra d'identifier les perspectives et les préconisations des prochains jours puisqu'il y a eu une victoire très importante à domicile face à l'ASVEL le week-end dernier, avec un score de 99 à 78. Il informe les élus qu'il ne reste plus qu'une victoire contre Villars Les Dombes.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention de soutien financier jointe en annexe,
- **Précise** que les crédits seront inscrits au chapitre 65 du budget principal 2025 ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

Délibération n° 2025-074 : Convention cadre de mise à disposition d'installations sportives de la ville d'Aubenas à titre gracieux au bénéfice d'établissements publics ou privés ayant pour objet l'inclusion sociale

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de convention cadre ;

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire

Considérant les politiques sportive et sociale de la ville d'Aubenas eu égard à l'activité physique et sportive accessible à tous, plus précisément dans une perspective d'inclusion,

Considérant l'intérêt de poursuivre la mise à disposition ponctuelle des équipements sportifs à titre gracieux eu égard à l'organisation de séances de sensibilisation, de découverte, de conférences, etc... à l'attention des publics en situation de handicap ou les plus éloignés de la pratique sportive, pour raison de santé, culturelle ou sociale,

Il est proposé au Conseil Municipal la mise à disposition **ponctuelle** des équipements sportifs à titre gracieux au bénéfice d'organisations Albenassiennes :

- établissements privés et publics dits « spécialisés » accueillant les publics en situation de handicap,
- établissements hospitaliers,
- toute organisation Albenassienne œuvrant pour l'inclusion des personnes les plus éloignées de la pratique sportive inscrites dans un dispositif à vocation d'inclusion sociale et culturelle.

Il peut s'agir notamment de L'ITEP, la Maison Sports Santé, CDOS 07, Le Palabre, l'Hôpital de Jour pour adolescents....

Stéphane Civier informe les élus que la Maison Sport Santé regroupant le milieu médical du bassin d'Aubenas sera fin avril au gymnase de Roqua pour notamment prescrire des ordonnances sur le sport santé.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes du projet de convention cadre joint en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer avec les organismes répondant aux objectifs visés ci-dessus.

PISCINE MUNICIPALE

Délibération n° 2025-075 : Règlement intérieur de la piscine municipale - Mise en vigueur à partir de 29 mai 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des sports et notamment son article A322-6 ;

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales du Maire ;

Vu le projet de règlement intérieur,

Considérant l'intérêt de proposer aux publics un service « piscine municipale » de qualité dans un cadre sécurisé et réglementaire,

Considérant qu'il est nécessaire de communiquer les règles d'usage aux utilisateurs et de les faire respecter,

Il est proposé au Conseil Municipal la mise en vigueur d'un règlement intérieur pour la piscine municipale à compter du 29 mai 2025

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes du règlement intérieur joint en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à le signer

Délibération n° 2025-076 : Plan d'Organisation des Secours et de Surveillance (POSS) de la piscine municipale - Année 2025

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du sport et notamment l'article A322-6 ;

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à monsieur le Maire ;

Vu le projet de Plan d'Organisation des Secours et de Surveillance ;

Considérant que le P.O.S.S regroupe pour un même établissement l'ensemble des mesures de prévention des accidents liés aux activités aquatiques, de baignades et de natation et de planification des secours,

Considérant l'intérêt d'assurer la sécurité des publics en :

- prévenant les accidents liés aux dites activités par une surveillance adaptée aux caractéristiques de l'établissement ;
- précisant les procédures d'alarme à l'intérieur de l'établissement et les procédures d'alerte des services de secours extérieurs ;
- précisant les mesures d'urgence définies en cas de sinistre ou d'accident.

Il est proposé au Conseil Municipal la mise en vigueur du Plan d'Organisation des Secours et de Surveillance de la piscine municipale pour la période de 29 mai au 31 août 2025.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes du Plan d'Organisation des Secours et de Surveillance joint en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à le signer.

Délibération n° 2025-077 : Tarifs des droits d'entrées à la piscine municipale, détermination des publics pouvant bénéficier de la gratuité de l'équipement et application des tarifs albenassiens au personnel communal - Tarifs applicables à partir du 29 mai 2025

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire ; Maire,

Vu la délibération n°53 du conseil municipal du 13 avril 2023 fixant les tarifs de la piscine municipale applicables à partir du 1^{er} juin 2023,

Vu le projet de mise à jour des droits d'entrées à la piscine municipale ;

Considérant que les droits d'entrées doivent être adaptés pour rendre les activités ou loisirs aquatiques accessibles à tous,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver :

- Le maintien des tarifs 2023 et 2024,
- Le maintien de la gratuité de la piscine municipale pour les enfants de moins de 5 ans, les accueils de loisirs municipaux déclarés auprès du Service Départemental de Jeunesse, de l'Engagement et du Sport, les écoles élémentaires et collèges implantés à Aubenas, toute personne diplômée BNSSA ou MNS, le SDIS, et le club de triathlon,
- L'application du tarif « Albenassiens » pour les agents municipaux.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les tarifs de la piscine municipale applicables à partir du 29 mai 2025,
- **Autorise** Monsieur le Maire à faire appliquer la gratuité aux enfants de moins de 5 ans, aux accueils de loisirs municipaux déclarés auprès du Service Départemental de Jeunesse, de l'Engagement et du Sport, aux écoles élémentaires et collèges implantés à Aubenas, à toute personne diplômée BNSSA ou MNS, aux agents du SDIS, et aux membres du club de triathlon,
- **Autorise** l'application du tarif « Albenassiens » au personnel communal,
- **Autorise** la diffusion de la liste des bénéficiaires au sein de la structure.

Délibération n° 2025-078 : Convention d'occupation temporaire de la piscine municipale et d'autorisation de perception des recettes - Saison 2025

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L 2125-1 ;

Vu le décret du 7 novembre 2012 et notamment l'article 19 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique portant sur l'obligation du comptable d'exercer un contrôle sur l'autorisation de perception de recettes,

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire,

Vu la délibération n°62 du 22 juin 2023 portant sur la convention d'occupation du domaine public pour les cours de natation et activités aquatiques collectives au bénéfice des agents de surveillance de la piscine municipale,

Vu le projet de convention ;

Considérant la politique sportive et sociale de la ville d'Aubenas eu égard à l'activité physique et sportive accessible à tous,

Considérant l'intérêt de proposer aux publics un accueil de qualité et des activités aquatiques collectives ou en cours particuliers, dans un cadre sécurisé et réglementaire,

Considérant l'intérêt de poursuivre la mise à disposition de la piscine municipale aux maîtres-nageurs contractuels pour la période du 29 mai au 31 août, en dehors des heures d'ouverture au public, pour proposer au plus grand nombre des séances d'initiation ou d'approfondissement dans le domaine des activités aquatiques,

Considérant l'intérêt de permettre aux maîtres-nageurs de percevoir des recettes liées à la menée de ces temps d'activités en dehors des heures de travail rémunérées par la ville,

Considérant l'intérêt pour la ville de percevoir des recettes, dites « redevances » en contrepartie de l'avantage en nature proposé aux maîtres-nageurs dans le cadre des cours particuliers et collectifs qu'ils mènent sous leur entière responsabilité,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver : :

- L'autorisation d'occupation du domaine public, « piscine municipale » au bénéfice des maîtres-nageurs contractuels pour l'encadrement d'activités aquatiques du 29 mai au 31 août 2025 en dehors des heures d'ouverture au public de la piscine municipale,
- L'autorisation de perceptions de recettes au bénéfice des maîtres-nageurs dans le cadre exclusif de cours particuliers et collectifs aquatiques,
- La contrepartie financière dite « redevance » d'un montant de 2 euros par prestation et par « client » donnant lieu à un titre de recettes versées par les maîtres-nageurs à la ville d'Aubenas sous présentation de documents attestant des montants des prestations dispensées auprès des usagers.

Guillaume Vermorel demande si cela peut être incitatif pour permettre à la ville de recruter des maîtres-nageurs suite aux difficultés déjà rencontrées à ce sujet les années précédentes.

Stéphane Civier confirme qu'il s'agit d'un avantage non négligeable qui complète l'offre de poste. Il ajoute que nombre de personnes ne savent pas nager : ces trois dernières années, 8 à 12 personnes/an sont venues à la piscine pour apprendre à nager (lycéens, collégiens et adultes en plus d'enfants en bas âge).

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention d'occupation du domaine public et de perception de recettes jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer

Délibération n° 2025-079 : Convention de mise à disposition de la piscine municipale à titre gracieux dans le cadre d'entraînements sportifs et professionnels et de tournois d'exhibition sportifs à compter du 29 mai 2025

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales du Maire ;

Vu le projet de convention ;

Considérant l'intérêt de poursuivre la mise à disposition ponctuelle des équipements sportifs à titre gracieux pour des entraînements de natation dans un cadre professionnel ou associatif,

Considérant l'intérêt de permettre une continuité d'entraînements ou de renforcement physique ponctuels pour les professionnels ou associations tels que, le SDIS, les associations de natation Albenassiennes (liste non exhaustive),

Considérant la possibilité d'organiser ponctuellement sur le site municipal des événements en nocturne ayant pour objectif de sensibiliser les publics à de nouvelles pratiques, comme par exemple des matchs d'exhibition en faisant appel à des clubs sportifs,

Il est proposé au Conseil Municipal la mise à disposition ponctuelle de la piscine municipale à titre gracieux au bénéfice d'organisations Albenassiennes ayant pour objectif l'entraînement physique et sportif en natation et autres sports aquatiques à compter du 29 mai 2025.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes du projet de convention,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer

TRAVAUX

Délibération n° 2025-080 : Travaux de désimperméabilisation et de végétalisation des cours d'écoles : demande de financement à l'Agence de l'Eau

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°31 du 23 septembre 2024 approuvant le projet de désimperméabilisation et de végétalisation des cours d'écoles ;

Considérant que les cours d'école de la Ville d'Aubenas sont très minérales, et donc peu propices au bien-être des enfants et à la lutte contre les îlots de chaleur ;

Considérant que la désimperméabilisation et la végétalisation des cours d'école permet de répondre à des enjeux environnementaux, climatiques, éducatifs et sociaux ;

Considérant que ces aménagements favorisent non seulement la gestion durable des eaux pluviales et la biodiversité, mais aussi le bien-être des enfants, leur éducation à l'environnement, et l'amélioration du cadre de vie scolaire et qu'ils s'inscrivent dans la politique globale de transition écologique et de développement durable de la Commune ;

Considérant que trois écoles sont concernées par le projet :

- L'école primaire les Oliviers (Boulevard de l'Europe) avec une cour de 1 500 m² ;
- L'école maternelle et élémentaire Beausoleil (Rue Georges Couderc) avec une cour de 2 600 m² pour l'école élémentaire et 400 m² pour l'école maternelle ;
- L'école primaire St Pierre (Chemin des écoles) avec une cour de 1 700 m².

Considérant que la réalisation de ce projet de désimperméabilisation et végétalisation serait programmée sur 4 ans, suivant les phases décrites ci-dessous :

- Une première phase, initiée à partir de 2024 : études de maîtrise d'œuvre pour les missions d'études préalables et AVP de l'ensemble des écoles ; missions projet et ACT pour l'école des Oliviers ; mise en place des marchés de travaux pour l'école des Oliviers qui sera réalisé en 2025,
- Une seconde phase : poursuite des études et consultations de travaux pour l'école de Beausoleil (2025) pour la réalisation des travaux en 2026 ;
- Une troisième phase : poursuite des études et consultations de travaux pour l'école de Saint Pierre (2026) pour une réalisation des travaux en 2027.

Considérant que pour l'ensemble des cours d'école les montants estimatifs sont les suivants :

- 85 296,00 € HT pour la mission de maîtrise d'œuvre et les études complémentaires,
 - 744 000,00 € HT pour les travaux,
- ➔ Le montant global de l'opération s'élève à 829 296,00 € HT, sur 3 ans.

Considérant que le projet a été retenu au titre d'une aide du Fonds Vert : « Renaturation des Villes et des villages Edition 2024 » pour **un montant de 313 346,44 € HT** correspondant à **38% du montant de l'Opération**,

Considérant que le programme est également éligible à une aide de l'Agence de l'Eau : 12^{ème} programme d'intervention : « Sauvons l'Eau 2025-2030 », couvrant à la fois les missions de maîtrise d'œuvre et les travaux et sont réparties selon le plan de financement prévisionnel annexé suivant :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL		Date d'actualisation : 20/03/2025
Collectivité / objet : Désimperméabilisation et végétalisation des cours d'école		
DÉPENSES	Nature (taux)	Montant HT
Maitrise d'œuvre	Etudes	79 296,00 €
Etudes complémentaires : géomètre, perméabilité etc.	Etudes	6 009,64 €
Réalisation des travaux pour les trois écoles	Travaux	744 000,00 €
TOTAL DÉPENSES		829 305,64 €
Aides publiques		
RECETTES (*)	Nature (taux)	Montant HT
Fond Vert	38%	313 346,44 €
Agence de l'Eau	42%	350 100,00 €
Sous-total Aides publiques		663 446,44 €
Part demandeur (20% Minimum)		
Fonds propres Ville d'Aubenas	20%	165 859,20 €
Sous-total Part demandeur		165 859,20 €
TOTAL RECETTES		829 305,64 €

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès de l'agence de l'Eau au titre du 12^{ème} Programme « Sauvons l'Eau 2025-2030 », à hauteur de 42% pour un montant **350 100,00 € HT** pour les dépenses liées à l'opération de désimperméabilisation des cours d'école de la Ville d'Aubenas.

Benoît Perrusset approuve ce projet d'ampleur et demande un suivi commun.

Eliette Roche informe les élus que ce projet sera présenté à la prochaine commission des écoles en présence des personnes suivant les travaux. Elle ajoute que les enfants de l'école des Oliviers y ont déjà travaillé avec les enseignants.

Guillaume Vermorel rappelle que dégoudronner est une très bonne chose pour les générations futures, mais que cela coûte extrêmement cher. Il ajoute que dans un budget prévisionnel de 150 000 € dédiés aux voies douces, il faut qu'elles soient le moins imperméabilisées possible, le moins goudronnées ou bituminées en raison notamment des effets de chaleur pendant les périodes chaudes.

Henri Delauche rappelle que la ville avait déjà dégoudronné l'école de Pont d'Aubenas dans les années 90 pour les raisons évoquées mais aussi pour d'autres raisons : un travail avait été réalisé avec des pédopsychiatres qui avaient expliqué la nécessité pour les enfants de toucher la terre, les matériaux avec de l'eau. Malheureusement, quelques années après, les parents d'élèves, même si cela peut se comprendre aussi, se plaignaient que les enfants se salissaient. Il explique qu'il est nécessaire de faire des choix : « l'enfant ou sa tenue vestimentaire ». Monsieur Delauche approuve le travail commencé et demande qu'il soit prévu la possibilité de jouer avec l'eau.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le plan de financement ci-dessus ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter une subvention de 350 100 € auprès de l'Agence de l'Eau,
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DIVERS

Délibération n° 2025-081 : Motion_Non aux violences faites aux élus

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal la motion suivante :

Les membres du Conseil Municipal soutiennent par solidarité mais avec détermination et conviction la motion proposée par l'Association des Maires Ruraux de l'Ardèche suite à la Manifestation organisée à Saint Martial le 1^{er} Mars 2025 pour dire NON aux violences faites aux élus.

A ce titre, nous sommes :

1/ Solidaires et exprimons un total soutien à nos collègues victimes de menaces, d'insultes, d'intimidations et d'agressions, incompatibles avec l'exercice de notre mandat

2/ Fiers d'exercer notre mandat pour l'avenir de notre commune, avec bienveillance et respect mutuel entre élus et concitoyens. Nous exerçons notre mandat au service de l'intérêt général.

3/ Clairs et affirmons que le débat d'idées démocratique ne peut s'accommoder de quelconques agressions et demandons à chaque citoyen de défendre ses opinions avec tolérance et sérénité, et dans le respect des valeurs de la République.

4/ Fermes et dénonçons, condamnons toutes formes d'agressions envers les élus et devons être entendus lorsque nous sommes ou nos collègues sont victimes de comportements inacceptables de la part de d'administrés ou de quelconques individus.

5/ Résolus à exiger un soutien permanent de l'Etat pour faciliter notre action au quotidien.

6/ Déterminés et attendons des actes concrets et une protection exemplaire par les autorités compétentes, pour l'exercice de notre mandat et demandons l'application exemplaires des peines prévus par la loi n°2024-247 du 21 Mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux.

7/ Engagés et totalement solidaires des actions menées pour dire Non aux violences faites aux élus.

Benoit Perrusset approuve la motion proposée au vote mais aurait souhaité en avoir connaissance avant la séance du conseil municipal.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit de la motion des Maires ruraux et que cette question avait été abordée lors du précédent conseil avec André Constanzo. Il s'agissait juste de vérifier qu'il s'agissait bien de cette même motion visible sur le site de l'association des Maires ruraux.

André Constanzo informe les élus avoir participé, avec Alexandra Cauquil, à la manifestation le 1^{er} mars, et confirme qu'il s'agit bien de la motion qui avait été présentée à cette occasion.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la motion ci-dessus.

QUESTIONS ECRITES

1) Question écrite du groupe "Agir Ensemble"

« Objet : Sécurisation des abords des établissements scolaires à Aubenas

Lors du dernier Conseil d'Administration du collège Roqua, l'inquiétude grandissante des parents d'élèves concernant la sécurité routière aux abords de l'établissement a été mise en lumière. Je tiens à rappeler les incidents réguliers signalés, ainsi que la pétition des riverains du lycée Gimond, où des véhicules circulent à grande vitesse, mettant en danger la vie de nos enfants. Ces situations sont inacceptables et nécessitent une intervention rapide et efficace.

La sécurité routière aux abords des écoles doit être une priorité. Les élèves, souvent distraits et peu conscients des dangers, sont particulièrement vulnérables.

Il est de notre devoir de garantir un environnement sûr pour leur trajet quotidien vers l'école. Je vous alerte donc une nouvelle fois sur l'urgence de sécuriser ces zones.

Je vous propose plusieurs actions concrètes :

- Installation de ralentisseurs et de panneaux de signalisation clairs pour alerter les conducteurs de la présence d'écoles et de la nécessité de réduire leur vitesse.
- Création de zones piétonnes aux heures d'entrée et de sortie des élèves pour protéger les piétons.
- Renforcement de la présence policière aux heures de pointe pour réguler la circulation et dissuader les comportements dangereux.
- Sensibilisation des conducteurs et des parents à l'importance de la sécurité routière.

Je suis convaincue que des actions rapides et efficaces peuvent contribuer à réduire les risques d'accidents et à assurer la sécurité de nos enfants.

Quelles mesures envisagez-vous de mettre en place, et dans quel délai ?

Rédigé le 04/04/2025 par Alexandra Cauquil »

André Loyet rappelle des barrières pour guider les enfants sont présentes. Il indique que la signalisation pourra être renforcée, notamment la signalisation verticale sur les deux voies en rappelant la proximité de l'école. Il souligne que mettre en place un ralentisseur supplémentaire ne modifiera pas le comportement d'un conducteur irresponsable. Il ajoute qu'au niveau du bruit pour les habitants et pour le confort de l'ensemble des usagers, il est compliqué d'installer un plus grand nombre de ralentisseurs avec le nombre de bus circulant. André Loyet explique que lors de discussions avec les représentants des parents d'élèves l'an dernier, le choix d'installer une signalisation horizontale sur le sol a prévalu ; elle pourra donc être renforcée par une signalisation verticale.

Quant à la sécurité des piétons, les trottoirs ont été élargis ; André LOYET affirme qu'il est nécessaire que les élèves adaptent leur comportement à la situation de circulation de véhicules (téléphone dans les oreilles = danger).

Max Bouschon interroge sur la question de la sécurité sur un passage en centre-ville.

Monsieur le Maire rappelle que le centre-ville est une zone à 30 km/heure et que le piéton est prioritaire.

2) Question écrite du groupe "Agir Ensemble"

Objet : Résidence "Jean Charay"

Recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon

L'objectif du permis de construire n° 007 019 21 D 0038 délivré le 01/12/2021 par la commune d'Aubenas, à la demande de l'OPH ARDÈCHE HABITAT, est la construction d'appartements et de locaux commerciaux sur l'emplacement d'un verger (précédemment propriété de l'Institut des Soeurs Saint Joseph) situé en bordure du boulevard Jean Mathon à Aubenas.

La modification M01 du permis de construire a été accordée le 25/10/2022 et la modification M02 accordée le 26/10/2023 sans qu'aucune construction n'ait été réalisée depuis plus de 3 ans.

Tout au plus, des travaux de démolition, terrassement et confortement des sols ont été effectués au cours du 2ème semestre 2022 de manière incomplète sur seulement les 100 premiers mètres de l'emprise du chantier d'une longueur totale de 155 mètres.

Selon l'article 421-32 du code de l'urbanisme, le permis de construire est donc caduc puisque les travaux ont été interrompus pendant un délai supérieur à 1 année.

Informés par mes soins du problème réglementaire, le maire d'Aubenas, ainsi que le directeur général et l'administrateur d'ARDÈCHE HABITAT, ont quand même effectué la réunion d'enclenchement du chantier le 18/03/2025 et autorisé dès le lendemain l'entreprise ALVES (07200 Vessey) à construire un escalier d'accès à l'excavation.

La loi "Climat et Résilience" d'août 2021 impose que, d'ici à 2031, les zones artificialisées soient compensées par des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité d'un sol, ayant pour effet de transformer un sol artificialisé en un sol non artificialisé.

Dans le permis de construire initial et ses deux modifications aucune définition de restauration d'un sol n'a été proposée par la commune d'Aubenas ou ARDÈCHE HABITAT.

La construction de la Résidence "Jean Charay", d'une durée prévisionnelle de 30 mois (avec ARDÈCHE HABITAT il est plus réaliste de parler d'approximation plutôt que de prévision), aura inévitablement des effets directs sur les conditions d'occupation, d'utilisation ou de jouissance des habitations des riverains et des commerces voisins : nuisances sonores (camions et engins

de levage), difficultés à circuler sur le boulevard Jean Mathon, perte de clientèle pour les commerces (ce qui est déjà le cas depuis 2022 avec le "trou béant" qui défigure ce quartier). Nous avons sollicité à plusieurs reprises le maire d'Aubenas et ARDÈCHE HABITAT pour l'organisation d'une réunion publique d'information des riverains et commerçants (a minima une présentation du PIC -Plan d'Installation du Chantier-)... sans succès.

En plus d'une gestion calamiteuse de ce projet, les "décideurs" affichent clairement leur profond mépris pour la population.

Un chantier sur une longueur de 155 mètres, et sans aucune zone de dégagement, est susceptible d'engendrer de multiples risques :

- circulation et fonctionnement des engins sur et autour de l'emprise du chantier ;
- risque de blessure des passants ou des riverains (exemples : ouverture d'une tranchée, survol par des charges déplacées par une grue) ;
- perturbation de la desserte du site et de ses abords, liée à la configuration particulièrement défavorable de ce chantier ;
- etc...

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres, l'association "Défense Jean Mathon" que je préside va déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon.

Rédigé le 04/04/2025 par André CONSTANZO »

Monsieur le Maire prend acte de cette communication.

Jean-Yves MEYER remercie les membres de l'assemblée délibérante pour leur présence et leurs interventions actives, ainsi que Marie Loras et son équipe de la direction financière, et Frédérique Roger, DGS pour leur travail remarquable dans l'élaboration du budget dans des conditions assez difficiles et un temps record en raison de la nouvelle nomenclature et de l'arrivée en tout début d'année de la directrice au service financier.

La séance est levée à 22h00.

Le Président de séance,
Jean-Yves MEYER



Le secrétaire de séance,
Alain BOYER

